
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 MARS 1903.

Proposition de loi tendant à l'organisation d'un service de chèques et de virements en comptes courants à la Caisse générale d'épargne et de retraite.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Le projet de loi sur la réorganisation de la Caisse d'épargne, présenté par le Gouvernement, impose comme devoir à la démocratie, et surtout à la démocratie socialiste, de rechercher si les fécondes institutions de crédit, que les créateurs de ce puissant organisme ont eux-mêmes conçues ou entrevues dès l'origine comme destinées à s'y rattacher, ont été toutes réalisées; si celles qui existent ont reçu le degré de perfection ou d'extension qu'elles doivent rationnellement atteindre; si, suivant le vœu des plus profonds, des plus pénétrants critiques des projets originaires, tels François Haeck et Visschers, les capitaux dont on déplore la pléthore et qui dans une si large mesure sont le fruit de l'épargne de la petite bourgeoisie et des travailleurs salariés, ne peuvent, sans péril pour l'institution centrale, venir féconder les efforts des petits producteurs industriels et agricoles, des petits commerçants, et favoriser l'émancipation de la classe des travailleurs salariés, au lieu de s'engager dans les grandes entreprises mondiales (1). C'est à cette préoccupation que répond une première proposition de loi tendant à l'organisation du crédit foncier rural mutuel, déposée le 27 mars 1903; d'autres propositions relatives à l'organisation démocratique du crédit la suivront.

La proposition de loi qui est soumise ici à la Chambre des Représentants tend à rattacher à notre Caisse générale d'épargne et de retraite un service

(1) Sur tous ces points, voir les importants chapitres XI à XV, pp. 117 à 192, de l'*Histoire des Caisses d'Épargne en Belgique*, par Louis HAMANDE et Frédéric BURNY. Louvain, 1902.

dont une expérience attentive et vigilante a, depuis dix-neuf ans en Autriche, depuis onze ans en Hongrie, révélé la grande importance, la remarquable stabilité et l'ingénieuse fécondité; la plus large part des développements d'un tel projet est dans l'exposé même des résultats de l'expérimentation étrangère, que nous avons étudiés sur place.

§ 1^{er}. — *Principes d'organisation du Check und Clearing Verkehr de la Caisse d'épargne postale de Vienne.*

L'accumulation et la garde des capitaux, d'une part, leur placement avec la triple garantie de la sécurité, de la productivité et de la réalisation facile et rapide sont considérés comme les fonctions fondamentales des caisses d'épargne, et c'est dans ces directions que leur évolution s'est surtout accomplie; les études comparatives sur ces institutions, telles que les ouvrages de Rostand et le beau mémoire de MM. Hamande et Burny, témoignent de l'ingéniosité croissante des moyens de solliciter et de recueillir les épargnes, et de la riche expansion que les caisses d'épargne bien conduites peuvent donner à diverses formes de crédit, surtout du crédit réel, et devront finalement leur donner. Mais telle est la flexibilité de cette institution, qu'en portant l'esprit de réforme vers les moyens d'assurer au déposant la disposition la plus prompte et la plus commode de son épargne, pour l'appliquer à ses paiements, on devait faire accomplir à la Caisse d'épargne une évolution aussi féconde dans une direction nouvelle.

En peu d'années, une caisse d'épargne comme celle de Vienne, disposant du levier puissant du service postal, combinant savamment la centralisation des comptes des déposants avec les fonctions à la fois réceptives et distributives des offices postaux, devait apparaître comme l'un des organes les plus ingénieux, les plus stables et les plus perfectionnés de la circulation moderne, et démontrer d'une manière décisive qu'un service de chèques et de virements et comptes courants peut non seulement coexister avec les services ordinaires de l'épargne, mais donner aux transactions des garanties de sécurité aussi solides, et, loin d'ébranler la Caisse d'épargne elle-même, concourir encore à la fortifier.

Dans cette évolution fonctionnelle de la Caisse d'épargne, il ne faut pas chercher la réalisation d'un principe nouveau; des liens indéniables de filiation la rattachent à la Banque d'Amsterdam, dont Adam Smith a si admirablement décrit le système de virements de comptes, et même, dans un passé plus lointain, à la Banque de Venise, qui servit de type à la Banque d'Amsterdam; seulement, comme les institutions modernes du crédit et de la compensation les plus avancées, elle a sur les institutions primitives l'avantage de la perfection des moyens, de la rapidité, de l'importance croissante des opérations, comme traits qui lui sont propres, des conditions d'expansion spéciales, des moyens de contrôle précieux et surtout une capacité d'adaptation à un système d'institutions de crédit, qui peut en faire l'un des instruments de la transformation du système monétaire.

L'institution autrichienne « Checks und clearing verkehr » n'est encore aujourd'hui qu'un élément du vaste système moderne du crédit et de la compensation, et nul n'ignore que le système tout entier repose sur la monnaie métallique, comme l'ont si clairement montré, d'ailleurs, Stanley Jevons, Francis-A. Walker et Macleod. C'est de Macleod qu'est cette comparaison saisissante de la circulation moderne au mouvement d'une toupie qui tourne sur une pointe de métal, si effilée qu'elle soit.

Le service de la caisse d'épargne, tel qu'il est organisé et tel qu'il fonctionne, contribue à économiser de plus en plus l'usage de la monnaie. Avec une puissance d'expansion extraordinaire, il permet à un nombre de plus en plus considérable de personnes, d'associations ou de corps moraux d'effectuer tous leurs paiements sans le moindre risque, presque sans perte de temps et sans avoir à détenir directement de monnaie métallique.

La caisse postale centrale de Vienne occupe l'ancien palais de l'université; c'est là que, distribuée dans d'antiques auditoires, une population de 1,300 employés, comprenant 150 dames, soumise à une division savante du travail, poursuit silencieusement depuis dix-neuf ans, avec une méthode inflexible, une expérimentation d'un intérêt réel pour la science et pour la vie économiques des sociétés. Reliée par des fils invisibles à plus de 4,000 organes secondaires, les bureaux de poste, qui plongent directement dans le torrent des échanges, elle inscrit chaque jour, comme un appareil enregistreur gigantesque, avec une précision extraordinaire, les moindres changements qu'accomplit dans le mouvement social de la richesse le nombre toujours grandissant de ses adhérents.

Toutes les opérations dont elle fixe ainsi la trace se ramènent à deux grandes classes qui reproduisent comme les deux aspects essentiels du mouvement rythmique d'un organe central de la circulation: les unes concourent à la formation de l'avoir de tout adhérent au système, à la constitution de son crédit à la caisse centrale; les autres se ramènent aux différents modes de disposer de son avoir et à la formation de son débit.

Le service des chèques et des virements de comptes de la caisse d'épargne postale autrichienne permettent, d'une part, à toute personne, de faire, dans les conditions fixées par la loi, dans tous les bureaux de poste de l'empire d'Autriche, des versements pour compte ou au profit de tous ceux qui participent à ce service; d'autre part, ils permettent, à tout adhérent, de faire assigner au moyen d'un chèque de paiement une partie de son avoir à une personne physique ou morale quelconque, ou, au moyen d'un chèque de virement, d'en faire opérer le transfert sur le compte d'un autre participant au même service.

La classification des adhérents au point de vue des conditions et des professions révèle l'élasticité propre à une telle institution. On y voit, en 1901, des avocats, des notaires, des médecins, même des professeurs en grand nombre; les fabricants et les commerçants réunis représentent néanmoins plus de la moitié du nombre total des membres; elle compte 515 banquiers et changeurs, 542 associations d'épargne et d'avances, 337 caisses particulières d'épargne, 3,409 associations et corporations, établissements publics,

dont 334 communes et corps administratifs, 538 associations, caisses, établissements et fondations de bienfaisance, 320 associations agricoles et forestières, et 335 associations religieuses; 477 sociétés d'assurances, 431 journaux ou périodiques se servent de l'intermédiaire de la caisse d'épargne; l'administration des forêts et domaines de l'État y recourt pour l'encaissement du produit des ventes forestières, et l'administration des contributions elle-même expérimente depuis plusieurs années son intervention pour le recouvrement des impôts. Cette institution présente ainsi une merveilleuse flexibilité; elle envahit peu à peu tout le domaine de l'échange et enveloppera un à un tous les organes de la vie collective (1).

Exposons d'abord les modes d'opérer des versements au profit de tout membre affilié au service de *chèques* et de *clearing*. Le premier de ces modes a pour instrument de réalisation les certificats ou attestations de reçus et de dépôts (*empfang erlag scheine*).

Des carnets renfermant ces certificats en blanc sont délivrés par l'office central au prix modique de un kreutzer par pièce à toute personne adhérant au service de *chèques* et de *clearing*.

Tous ces certificats sont revêtus du numéro du compte aux opérations duquel ils sont destinés et portent le nom et l'adresse du titulaire.

Chacun de ces certificats présente trois parties qui seront séparées l'une de l'autre au cours de l'opération : la première, le talon, restera attachée au livret et aux mains du titulaire du compte; des deux autres, l'une, l'attestation du versement, sera remise par le percepteur des postes à celui qui aura opéré ce versement; la troisième, le certificat de dépôt, transmis à l'office central de Vienne et qui fera finalement retour aux mains du titulaire du compte. Pour opérer un versement, il faut remplir le certificat de reçu et le certificat de dépôt, et les présenter à un bureau de poste avec la somme à verser au compte du titulaire. Le receveur du bureau de poste encaissera la somme, signera le reçu en lui imprimant le timbre du bureau et le remettra à la personne qui aura opéré le versement; il détachera le certificat de dépôt et l'enverra au bureau central de Vienne avec le compte journalier de ses opérations. L'administration centrale créditera immédiatement le bénéficiaire du versement au compte qu'elle lui a ouvert; elle lui transmettra ensuite le certificat de dépôt avec un extrait de son compte. Ajoutons que les dépôts peuvent être reçus à concurrence de 500 florins par les facteurs ruraux.

Tel est l'enchaînement des opérations auxquelles l'*empfang erlag schein* donne lieu.

Supposez, par exemple, que le titulaire d'un compte soit un négociant qui aura fait à un client de province des fournitures pour une somme de 100 florins actuellement exigible. Il remplira un feuillet du carnet portant un certain numéro, en indiquant le montant de la somme exigible et dont le versement devra être opéré à son compte : il enverra à son client ce feuillet,

(1) *Achtzehnter Rechenschafts Bericht des K. K. Postsparcassen-Amtes für das Jahr 1901*, pp. 53 et suiv.

dont il gardera le talon avec l'indication du destinataire; le client le remettra au bureau de poste de son domicile avec la somme due : le percepteur de poste détachera du feuillet le certificat du reçu (*empfang schein*), qu'il signera et rendra au client; il enverra le certificat de dépôt au bureau central de Vienne, qui portera la somme au compte du négociant titulaire. Après quoi il fera parvenir, à celui-ci avec un extrait de son compte courant, le certificat de dépôt qui, portant le nom de l'auteur du versement, permettra au négociant d'exercer un contrôle rigoureux.

Le système peut recevoir les applications les plus variées.

Les associations de toute nature, ayants compte de la caisse d'épargne, opèrent par la même voie le recouvrement des cotisations; il leur suffit d'adresser à leurs membres les mêmes certificats de reçus et de dépôts; ceux-ci feront les versements aux bureaux de poste; les associations recevront, comme les commerçants, des extraits de leurs comptes.

Les sociétés d'assurances peuvent, de la même manière, faire effectuer par leurs clients les versements de leurs primes sans aucune formalité autre que l'envoi à ces clients d'*empfang erlag schein*; ainsi enfin pour les encaissements d'abonnements aux journaux et tous les versements périodiques quelconques.

La caisse d'épargne de Vienne encaisse encore pour compte de ses adhérents, dont le compte est alors crédité, le montant des effets de commerce et titres de créances rendus payables à l'office postal, les coupons échus des fonds publics, les mandats-poste, les chèques émis à leur profit, à moins qu'ils ne portent la mention : « En dehors de la circulation de *clearing*. » Au moment même où cette proposition fut déposée, la caisse d'épargne postale de Vienne expérimentait l'application au paiement des impôts de l'*empfang erlag schein*.

La seconde classe des opérations du service de chèques et de virements (*clearing*) de la caisse d'épargne postale autrichienne embrasse les différents modes de disposition de l'avoir des déposants qui participent à ce service. Le chèque est, d'une manière générale, l'instrument auquel ils recourent, sous les deux formes fondamentales de chèques de paiement et de chèques de virement, selon que le montant en sera acquitté en espèces ou qu'il sera transféré au compte d'un autre participant au service du *clearing*. Les carnets de chèques remis aux titulaires serviront à ce double objet; on n'a pas trouvé nécessaire de faire des imprimés distincts, ou même de donner à ces deux classes de chèques des couleurs différentes.

Des carnets de chèques renfermant cinquante pièces sont remis aux participants par l'Office central, qui fait imprimer sur chacun de ces titres le numéro du compte aux opérations duquel ils sont destinés, ainsi que le nom et l'adresse du titulaire.

Conçu dans les termes ordinaires, le chèque porte que la caisse d'épargne aura à payer contre la remise du titre la somme dont le montant en florins doit être écrit en toutes lettres. Il porte la signature de celui qui l'a tracé. Pour éviter les fraudes dans la mention des sommes assignées, la caisse d'épargne a adopté, en outre, des dispositions à ce point ingénieuses et sûres

que, depuis le début du système jusqu'aujourd'hui, aucune fraude n'a été relevée (1).

Les chèques peuvent être rendus payables au porteur à l'Office postal de Vienne; l'adhérent qui le déclare peut aussi en faire acquitter le montant à l'un des bureaux de poste, aux mains d'une personne déterminée, il peut même le rendre payable à l'étranger, auquel cas la caisse d'épargne le convertit en un mandat postal. Enfin, et c'est ici que le système présente pour nous le plus grand intérêt, tous les adhérents au service de *clearing* peuvent s'acquitter les uns envers les autres par des transferts de comptes. Il suffit d'inscrire au dos du chèque : Pour être porté au crédit du compte n°..., avec indication du nom du titulaire de ce compte et du lieu de son domicile. Dans ce cas, le montant du chèque est porté au débit de celui qui l'a émis et au crédit du bénéficiaire.

Les deux titulaires de comptes à la caisse d'épargne sont informés immédiatement de ce virement par l'envoi de l'extrait de leur compte.

Les chèques qui ont cette destination sont, à proprement parler, des chèques de virement non destinés à être remboursés en espèces; mais il peut arriver que le chèque destiné à un membre adhérent au service de *clearing* doive être payé exceptionnellement en argent; celui qui l'aura émis devra, en ce cas, en porter la mention au dos du titre : En dehors de la circulation de *clearing*.

Toute cette formidable comptabilité des adhérents au service de chèques et de *clearing* est rigoureusement tenue à jour. Trois cents employés y sont d'une manière constante appliqués. Les comptes courants sont tenus sur des feuilles volantes et non pas dans des livres : on considère que c'est un progrès réel, car les livres ne tardent pas à être en lambeaux. A chaque opération, un extrait de son compte est envoyé à l'intéressé; tout virement entraîne l'envoi d'extraits aux deux intéressés. Des enveloppes portant leurs noms et leurs adresses imprimés sont classées dans des casiers, qui permettent de les trouver sans peine.

(1) Le chèque porte à droite quatre séries de chiffres allant de 1 à 9. La première série correspond aux milliers, la seconde aux centaines, la troisième aux dizaines et la dernière aux unités; ces quatre séries réunies peuvent exprimer la somme de 9,999 florins, au delà de laquelle aucun chèque ne peut être tracé; de telle sorte que, si on laisse cette partie du document intacte, le montant du chèque sera de 9,999 florins, pourvu, bien entendu, que la mention écrite concorde avec les séries de chiffres. Si l'on veut exprimer un chiffre inférieur, on enlèvera à coups de ciseaux les nombres de milliers, de centaines, de dizaines et d'unités qui excèdent le montant à exprimer. Par exemple, le chèque doit être de 782 florins; on coupera toute la colonne des milliers, on enlèvera les chiffres 8 et 9 de la colonne des centaines, le dernier chiffre de celle des dizaines et les sept derniers de la colonne des unités. Il est clair que, par ce procédé ingénieux de contrôle, il ne sera jamais possible de surélever le montant d'un chèque : ce sera en vain qu'on altérera la mention écrite de ce montant, pour l'augmenter; il sera toujours impossible de faire subir à la combinaison des chiffres placés à droite une altération correspondante; par ce procédé de découpage, on ne peut jamais que réduire le montant du chèque, on ne peut jamais l'augmenter. Et si la concordance n'est pas parfaite entre les mentions écrites et les combinaisons de chiffres résultant des découpages, l'Office central de Vienne rejettera le titre suspect de fraude ou infecté d'erreur.

La centralisation de toute cette vaste comptabilité à l'Office central de la caisse d'épargne à Vienne est le fondement du système, le gage de la régularité du service, de la certitude du contrôle, malgré une complexité inévitable d'opérations et d'écritures ; cette complexité cependant n'entraîne pas de lenteurs vraiment préjudiciables. Le chiffre croissant des opérations fait foi de la faveur de plus en plus grande du public et témoigne plus que tous les raisonnements de l'utilité de l'institution. Le coefficient d'erreur est insignifiant, et la fraude n'a pu, jusqu'ici, réussir à troubler même le fonctionnement de cet admirable appareil circulatoire.

L'Office central est mis chaque jour en rapport avec plus de 4,000 bureaux de poste, qui lui transmettent des plis renfermant les *empfang erlag scheine*, les chèques et tous les documents qui leur ont été présentés. Le dépouillement de cette immense correspondance est simplifié par la machine. Tous ces documents sont renfermés dans de grandes enveloppes de dimensions uniformes que l'on ouvre par paquets en coupant les bords à l'aide de bachoirs mécaniques.

L'Office postal de Vienne dresse annuellement la liste de tous les possesseurs de carnets de chèques qui ont adhéré au service de *clearing* ; cette liste est livrée à l'impression et peut être reçue par abonnement avec les suppléments publiés à des intervalles irréguliers.

Cette liste est comme l'expression consciente du concours de plus en plus étendu des volontés dans une œuvre commune de mutualité.

Le chiffre global qui résume, pour l'exercice 1895, l'ensemble des opérations qui ont successivement affecté le crédit et les débits des titulaires de comptes à la caisse d'épargne postale de Vienne est de 2,970,170,049 florins. Il est intéressant de rechercher quelles ont été les charges engendrées par ce mouvement considérable d'affaires.

Le compte de gestion financière du service de chèques et de *clearing* porte les frais d'administration à 899,556 florins, soit trois centièmes de florins par 100 florins d'affaires.

§ 2. — Application du système à la Belgique

En nous reportant maintenant vers la Belgique, nous ne pouvons manquer de reconnaître tout d'abord que l'institution de la Caisse générale d'épargne et de retraite par la loi du 16 mars 1865 est l'un des événements importants de notre évolution économique. L'histoire attachera justement le nom de Frère-Orban à une œuvre aussi solidement équilibrée et qui porte l'empreinte d'une puissance constructive réelle.

La solution donnée au problème fondamental des rapports de la Caisse d'épargne avec l'État et qui a pour traits essentiels de faire de la Caisse centrale un être juridique distinct tout en l'enveloppant de la garantie de l'État ; les mesures prises pour que cette garantie de l'État ne puisse être trop onéreuse, et la constitution de la réserve ; la conception du système complexe et diversifié des placements de capitaux le plus propre à concilier les exigences de leur productivité et de leur disponibilité ; la fixation du taux

de l'intérêt et la répartition périodique d'une partie de la réserve; l'accèsion de toutes les classes sociales à la Caisse d'épargne et l'admission illimitée des dépôts; les correctifs apportés à ce principe par la fixation de taux d'intérêts différentiels suivant la grandeur des dépôts, tous ces éléments coordonnés savamment donnent à l'œuvre du législateur de 1865 à la fois une physionomie originale et une vraie grandeur.

Aucun des fondements de cet édifice n'est atteint par la proposition soumise à la Chambre. Mais cette œuvre est perfectible et elle renferme dans sa constitution même les principes de sa perfectibilité. Quand on étudie les fonctions de la Caisse d'épargne, on ne tarde pas à se convaincre que les auteurs de la loi de 1865 les ont conçues avec leur plus haut degré de généralité et de simplicité possible, laissant au temps de parfaire leur ouvrage. C'est ainsi que les placements sont surtout considérés et divisés au point de vue de l'éventualité même du retrait des dépôts.

Le grand péril que le législateur voulait conjurer était celui de ne pouvoir satisfaire à des demandes simultanées et précipitées de dépôts. Quant à la diversité des formes que ces placements pouvaient revêtir, elle est bien reconnue et indiquée par le législateur; mais il en est qui ne sont que mentionnées dans l'Exposé des motifs et qui doivent occuper une place de plus en plus considérable.

C'est ce qui a lieu pour les placements agricoles, qui attendaient une législation organique complémentaire. C'est encore ce qui est vrai pour les placements fonciers, dont, mieux que personne, Frère-Orban avait conçu, dès 1850, l'importance dans l'économie des Caisses d'épargne, mais qui ont manqué jusqu'ici d'un organisme approprié pour donner une réelle satisfaction aux besoins de la propriété rurale.

Les lois des 15 avril et 21 juin 1894 sur le crédit agricole, du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières, le projet du 17 novembre 1896 sur le crédit foncier ne font que dérouler la pensée contenue dans l'institution de 1865. Le regretté Mahillon l'a dit avec profondeur :

« Il est indispensable que, pour produire tout son effet utile, la Caisse d'épargne soit complétée par des organismes distincts qui régularisent son fonctionnement. » C'est par ce développement organique que se marquera la fécondité du génie des législateurs.

Notre proposition de loi tend bien moins à donner une plus large extension à ces fonctions originaires de la Caisse d'épargne qu'à dégager une fonction nouvelle qui portera, pensons-nous, suivant le mot de Mahillon, son effet utile à un degré bien supérieur encore.

La loi de 1865 ne prévoit pas cette mobilisation de l'avoir des déposants, mais ni son texte, ni l'esprit même de l'institution ne l'excluent. On l'a vu par les exemples de l'Autriche et de la Hongrie : seulement ces innovations sont assez importantes pour exiger une véritable consécration légale.

C'est ainsi que les deux grandes classes d'opérations que le service nouveau est appelé à combiner impliquent la possibilité pour les tiers d'opérer

à tous les bureaux de poste des versements pour compte des déposants, dont les livrets resteront centralisés à la Caisse d'épargne.

Aujourd'hui, les versements comme les retraits, bien qu'ils puissent être effectués dans tous les bureaux de poste, ne le sont que sur présentation des livrets d'épargne, qu'ils soient réalisés par les titulaires eux-mêmes ou en leur nom par des tiers. Le rapport annuel de la Caisse d'épargne sur ses opérations donne la statistique des versements opérés par les instituteurs pour compte de leurs élèves, par les parents pour compte de leurs enfants, par les entrepreneurs pour compte de leurs ouvriers. Instituteurs, parents, industriels sont détenteurs des livrets.

D'après la proposition, les déposants pourront disposer du solde libre de leur compte par des chèques de paiement ou des chèques de virement.

Aujourd'hui, les titulaires de livrets ne peuvent ni recourir au chèque, ni faire transférer aucune somme de leur compte à celui d'un autre titulaire sur une simple demande adressée à la Caisse d'Épargne. Tout transfert devrait actuellement se résoudre en un acte de cession qu'il faudrait signifier à la Caisse par un exploit d'huissier ou notifier par une lettre portant la signature légalisée du cédant. L'accomplissement de ces formalités extrajudiciaires est évidemment incompatible avec les exigences d'un organe perfectionné de la circulation.

Et le but même que l'on poursuit est de mettre à la disposition du plus grand nombre des déposants un intermédiaire permanent qui leur permette d'élever au plus haut degré possible l'économie du temps, la réduction du risque et des frais, l'épargne de l'instrument monétaire.

L'Administration des Postes, par le développement extraordinaire de son inappréciable service public d'encaissement des effets, des quittances, dont l'importance a triplé en quinze ans, et par le concours qu'elle apporte à la Caisse d'épargne en vertu de la loi du 30 mai 1879, dans le recueillement des dépôts et dans les remboursements, réalise une partie des opérations qu'embrasse l'institution projetée. Mais il s'agit de l'élever à un degré d'organisation bien supérieur encore, en prenant pour point d'appui la Caisse d'épargne elle-même.

Il s'agit de mettre à la disposition de ses déposants un service régulier et continu de comptabilité à la fois individuelle et collective et de coordonner d'une manière permanente toutes les opérations qu'elle embrasse : il s'agit d'assurer à chacun la faculté de faire opérer par l'intermédiaire de la Caisse d'épargne et des bureaux de poste des encaissements réguliers et d'en porter le montant au compte qui lui est ouvert ; il s'agit de faire effectuer ses paiements par les mêmes intermédiaires sans qu'ils aient aucun risque à courir, sans que la mention de la moindre de ses opérations échappe à une comptabilité inflexible sans cesse placée sous ses yeux, et sans qu'il recoure directement et personnellement à aucun maniement de fonds.

La centralisation des comptes de tous les adhérents permet d'atteindre un résultat décisif et d'éliminer par les virements de comptes l'intermédiaire de la monnaie dans un nombre toujours croissant de transactions, car ce

service est, par son évolution propre, par l'élargissement rapide du nombre des adhérents, destiné à devenir prépondérant.

Assurément les instruments de crédit et de liquidation, les virements et la compensation, qui réduisent de plus en plus l'emploi de la monnaie, ont pris en Belgique une importance déjà grande à la Banque Nationale, dans les banques privées, dans les unions de crédit : les accreditifs délivrés et payés ont, en un quart de siècle, atteint 2 milliards de francs à la Banque Nationale, c'est par des chiffres considérables que s'exprime le mouvement des opérations en compte courant qu'elle règle.

Mais qui peut se dissimuler les progrès qui nous restent à accomplir et combien même nous sommes loin encore de certaines nations, comme l'Angleterre ! On en jugera par les données statistiques rassemblées hier encore par M. Des Essarts dans le Recueil de la Société de statistique de Paris. Il s'agit de faire pénétrer plus profondément et dans des couches nouvelles, dans l'intimité de l'organisme social ces modes plus parfaits de liquidation, — et c'est précisément le projet soumis à la Chambre, — de recourir à une institution comme la Caisse d'épargne, dont les dépôts s'élèvent, en 1904, à plus de 735 millions de francs et se distribuent dans 1,862,829 livrets, qui a vu ces dépôts s'accroître, en quatre ans, de plus de 200 millions, et de faire concourir sans aucun péril cette institution à accélérer l'évolution générale de la communauté dans la direction féconde de l'économie graduelle de l'instrument monétaire et de son élimination finale.

Quand on interroge les statistiques officielles, on se convainc que l'une des idées les plus arrêtées de Frère-Orban s'est définitivement traduite dans son œuvre : celle d'une participation commune de toutes les classes de la société à la Caisse d'épargne.

Sur 100,000 livrets soumis à l'observation, si l'on écarte environ 50 p. c. de livrets d'enfants, on constate que le surplus se divise dans des proportions voisines de l'égalité entre la classe des travailleurs manuels, d'une part, et, de l'autre, celle des commerçants, des chefs d'entreprises industrielles ou agricoles, des fonctionnaires, des militaires, des propriétaires, des rentiers, des personnes engagées dans les professions libérales. Si l'on essaye de rattacher à cette répartition du nombre des livrets la classification des livrets suivant leur montant, on acquiert sans doute bientôt la conviction que c'est aux membres de la classe ouvrière que les chèques et les virements de comptes rendront directement le moins de services; dût-on, en effet, lui attribuer tous les livrets de 1 à 1,000 francs, leur importance totale représenterait à peine le quart du montant intégral des livrets de la Caisse d'épargne. La publication du livre de MM. Hamande et Burny éclaire ce point de plus vives lumières encore, ainsi que les expériences récentes faites à la Caisse d'épargne même.

Cependant, si, en se détachant de la considération des individus, on se reporte vers les différentes formes d'associations ouvrières, on acquiert la conviction qu'elles auront dans le service des chèques et des virements de comptes un intermédiaire précieux : les sociétés de secours mutuels, les

sociétés coopératives, les syndicats professionnels eux-mêmes trouveront dans cet organe de la circulation le même concours que les multiples associations de toute nature qui se rattachent à la caisse d'épargne de Vienne ; les banques populaires et les caisses rurales, destinées surtout aux petites entreprises industrielles, agricoles, commerciales ; à un degré supérieur, les unions de crédit, se rattacheront par des liens organiques au service de la Caisse d'épargne ; elles y trouveront un moyen de favoriser la convergence de leurs efforts.

J'ose ajouter qu'à la préoccupation monétaire s'unit dans notre esprit, en déposant cette proposition, celle d'assurer aux travailleurs, dans ce grand essor de l'association auquel nous assistons, l'un des organes indispensables d'un service financier général et vraiment démocratique et un instrument puissant d'éducation économique, car il façonnera les sociétés ouvrières qui s'y rattacheront à la discipline inappréciable d'une comptabilité sévère et permanente.

Les articles du projet ne font que reproduire les conditions générales de l'institution nouvelle telles qu'elles résultent de l'expérience.

Le service des chèques et des virements doit avoir une existence et une comptabilité distinctes de celles de l'épargne proprement dite au sens que la loi de 1868 lui a donné. C'est ce qui a été consacré par la loi autrichienne du 19 novembre 1887, complémentaire de la loi du 28 mai 1882 ; cette condition se lie aux conditions de liberté et de spontanéité que l'affiliation doit présenter ; rien ne peut obliger les déposants à la Caisse d'épargne à donner leur adhésion à ce service, à courir les risques, si faibles qu'ils soient, de ses opérations, à se soumettre aux conditions spéciales de son fonctionnement ; son utilité doit être librement appréciée, et la Caisse d'épargne d'ailleurs aura elle-même à fixer les obligations auxquelles les adhérents devront satisfaire.

Ainsi, les affiliés au service ne se confondront pas nécessairement avec l'ensemble des déposants à la Caisse d'épargne. En exécution de la loi, il sera fixé un minimum de dépôt nécessaire pour autoriser la participation à l'institution et l'ouverture d'un compte courant ; il sera frappé d'indisponibilité jusqu'à la retraite de l'adhérent ; c'est la garantie fondamentale que la loi autrichienne impose et qui est légitime : les risques sont d'ailleurs réduits à une importance insignifiante ; néanmoins, il est encore sage de compléter cette garantie par la formation d'un fonds de réserve : tous les adhérents y participeront ; le mode de formation, l'étendue en seront fixés par des arrêtés ultérieurs. Ainsi la stabilité de l'institution sera complètement assurée. Libre d'adhérer au service, le déposant devra être libre de s'en retirer ; seulement, des règlements auront, s'il y a lieu, à fixer les conséquences de la retraite au point de vue des responsabilités.

Le fonctionnement du système exige impérieusement la centralisation complète des comptes des adhérents.

La conservation des livrets, les opérations de la comptabilité devront être réunies au siège de la Caisse d'épargne ; l'avenir dira quels accroissements le personnel devra recevoir : cette centralisation est la condition impérieuse de la régularité des écritures, de la certitude du contrôle, de la préservation

contre l'erreur et la fraude : par elle seule, l'état exact du crédit de tout adhérent peut être connu à tout moment ; par elle seule, il peut recevoir à chaque opération des informations exactes sur sa situation et connaître, par conséquent, l'étendue du solde libre dont il peut disposer. Pour le surplus, d'ailleurs, le secret de ses opérations sera gardé à l'égard des tiers.

L'expérience a prouvé que le service central de la comptabilité peut être, sans aucune perturbation, mis chaque jour en rapport avec tous les bureaux de poste et tenir les écritures constamment à jour, malgré la complexité, en apparence inextricable, de toute cette correspondance et de toutes ces opérations.

Les instruments destinés à faciliter les deux classes d'opérations auxquelles la Caisse d'épargne et l'administration des Postes interviendront, dans l'intérêt des adhérents, les encaissements pour compte de ceux-ci, les versements ou les paiements à leur décharge sont l'objet de dispositions réglementaires spéciales. Là encore, là surtout, on pourra puiser aux sources de l'expérience. Des instruments perfectionnés, comme l'*empfang erlag schein*, le certificat de versement et de dépôt, les carnets de chèques de paiement et de virement, avec les mesures ingénieuses prises pour déjouer toutes les fraudes, ont fait leurs preuves en Autriche et en Hongrie, et il n'y aurait plus aucun péril à les adopter.

Une encaisse métallique suffisante pour satisfaire à tous les besoins immédiats doit être assurée ; l'expérience a prouvé que cette condition se réalise sans difficulté.

L'instauration d'un service de chèques et de virements peut avoir comme résultat de déterminer un afflux plus considérable de capitaux à la Caisse d'épargne. C'est ce qui s'est produit à Vienne, et même c'est ce que le législateur a voulu provoquer à Vienne. Mais, d'une part, les placements vont sans cesse s'élargissant avec l'organisation du crédit, et, par exemple, pour s'arrêter à ce seul point, on ne peut mesurer encore l'étendue des avances agricoles et foncières qui seront sollicitées de la Caisse d'épargne ou auxquelles elle participera ; d'autre part, il est possible d'exercer une action régulatrice et limitative sur les dépôts en différenciant le taux de l'intérêt servi aux déposants affiliés au nouveau service et dans la mesure de leur participation ; on pourrait même aller jusqu'à supprimer tout intérêt ; c'est ce que des dispositions spéciales aux dépôts ou parties de dépôts engagés dans le service des chèques et des virements régleront en exécution de la loi. L'engorgement des capitaux n'est donc nullement à craindre.

Telle est l'économie d'une proposition en elle-même modeste et simple, que nous n'hésitons pas à soumettre à la Chambre. Si l'on s'efforce de prolonger dans l'avenir l'évolution d'un appareil aussi merveilleusement flexible que la Caisse d'épargne, il est permis d'attendre de la combinaison du service des chèques et des virements avec celui des placements, de l'association des organismes spéciaux dont parlait Mahillon, avec l'organisme central de la Caisse, un concours puissant dans le légitime effort pour éliminer la monnaie métallique de notre système circulatoire ; mais sans interroger, en ce moment, ces perspectives peut-être encore lointaines, hélas !

en ne se préoccupant que d'un bien actuel à produire, il nous a paru d'un intérêt général de solliciter de la Chambre l'institution d'un service dont des expériences décisives ont fixé les conditions essentielles et marqué l'efficacité, et dont le lien est aussi manifeste avec notre évolution démocratique qu'avec les formes supérieures du crédit et de la circulation.

De plus, on verra par le *second appendice* l'intérêt que la démocratie ouvrière peut avoir aujourd'hui en vue de développer son éducation financière, à poursuivre l'application du système aux finances communales.

(Voir APPENDICE II).

§ III. — *Réponse aux critiques dirigées contre la proposition. Petite bourgeoisie et travailleurs. Transformation du mode de liquider les salaires.*

Invité par la section centrale chargée de l'examen du Budget des Finances de 1901, à se prononcer sur la question, le Gouvernement a dirigé contre notre proposition plusieurs objections.

Examinons successivement ces critiques (1) :

I. Le Gouvernement n'est point, dit-on, d'avis de reprendre cette proposition, et si ses auteurs estiment convenable d'en saisir à nouveau le Parlement, celui-ci aura à examiner notamment : 1° « si la proposition n'est point en désaccord *formel* avec le rôle assigné à la Caisse d'épargne, par ses fondateurs, et s'il est commandé par la nécessité et conforme à la prudence, non pas comme le dit l'auteur de la proposition, de donner une plus large extension aux fonctions originaires de la Caisse, mais de dégager une fonction nouvelle. » Les citations de notre mémoire faites par le Gouvernement révèlent à ses yeux qu'en provoquant les dépôts des commerçants et des classes de la population autres que la classe ouvrière, la Caisse d'Épargne de Vienne a fait d'abord une innovation peu conciliable avec les principes de notre institution. C'est méconnaître l'histoire.

Il est hors de discussion, comme le disent justement MM. Hamande et Burny dans leur excellent livre (2), que les caisses d'épargne ont été primitivement instituées dans l'intérêt exclusif de la petite épargne ; mais de ce qu'une institution a atteint son but originare, il ne résulte pas que sa mission soit épuisée. Et c'est ce qu'a pensé Frère-Orban, en condamnant dans l'Exposé des motifs de la loi de 1863, les exceptions et les limites aux dépôts des capitaux : « les mêmes raisons militent en faveur d'autres capitaux, dont les possesseurs sont peu habiles à les conserver, à les administrer. C'est ainsi que le petit commerce, l'agriculture, l'ouvrier qui aspire à devenir maître, le domestique qui veut s'établir, les parents qui veulent doter un enfant, doivent trouver dans la Caisse d'épargne toutes les facilités possibles pour la réalisation de leurs projets d'économie (3). »

(1) *Documents parlementaires*, séance du 8 mai 1901, n° 120.

(2) *Histoire des Caisses d'Épargne en Belgique*, p. 134.

(3) *Pasinomie*, 1863, p. 58.

En fait, la participation des différentes classes sociales aux affiliations à la Caisse d'Épargne peut être établie par le calcul : en 1900, on peut évaluer la participation des ouvriers à 54,28 %, un peu moins que l'évaluation de MM. Burny et Hamande (1), déduction faite des ménagères et des enfants mineurs ; les autres classes intervenant pour le surplus : commerçants et détaillants, professeurs et instituteurs, professions libérales, fonctionnaires, employés, chefs d'établissements industriels, agricoles, propriétaires, etc. Il n'y a donc là rien qui s'éloigne de la constitution de la Caisse d'Épargne de Vienne.

En second lieu, la Caisse d'Épargne n'est pas seulement une institution de *dépôt*, elle est une institution de *crédit* : elle intervient ou peut intervenir directement ou indirectement par l'intermédiaire de la Banque nationale dans de vastes opérations de crédit public, industriel, commercial, agricole, foncier, populaire ; l'Exposé des motifs de la loi organique prévoit une large diffusion du crédit par les fonds d'épargne (2). La Caisse d'Épargne a-t-elle complètement répondu au vœu du législateur ? « On lui reproche, disent encore les auteurs de l'*Histoire des Caisses d'Épargne*, de ne pas venir en aide aux travailleurs modestes, au petit négoce, à de petites industries. Les économies du peuple alimentent l'escompte du haut commerce et de la grande industrie : elles contribuent à former leur capital ou à les commander par l'achat de leurs obligations ; le prêt sur nantissement n'est guère à la portée des boutiquiers, des petits marchands, dont toutes les ressources sont engagées dans leur outillage, leur matériel, leurs marchandises. Il serait éminemment plus avantageux de faire affluer ces capitaux au sein de cette population qui les a épargnés afin de faire fructifier son travail... » (3) Les auteurs font le parallèle entre notre Caisse générale et les Caisses d'épargne italiennes, surtout celle de Bologne, et après avoir exposé les services considérables que celle-ci rend au petit commerce, à la petite industrie, à l'agriculture, ils concluent en ces termes : « Ce qui a été accompli à l'étranger peut l'être également chez nous : si le milieu n'est pas suffisamment approprié, qu'on le modifie ; si l'éducation du peuple en matière de crédit n'est pas faite, qu'on prépare son instruction : pour réaliser des réformes semblables, il faut une direction, de la cohésion, de la bonne volonté, de la persévérance, et le concours des dévouements privés secondés par les pouvoirs publics. » Nous nous bornons à consigner en ce moment ce grave témoignage, pour nous arrêter à un objet spécial.

Il s'agit précisément ici d'une œuvre à la fois modeste et utile : faciliter non seulement les dépôts à la Caisse d'épargne, mais leur emploi efficace ; initier un plus grand nombre d'intéressés aux formes supérieures de la circulation, réduire pour tous l'emploi de la monnaie métallique, du billet de banque ; étendre peu à peu l'usage non seulement du *chèque de paiement*, mais par l'unité du banquier réalisée sur le territoire du pays tout entier,

(1) *Histoire des Caisses d'Épargne*, pp. 549-50.

(2) *Ibid.*, p. 147 et suiv.

(3) *Histoire des Caisses d'Épargne en Belgique*, p. 154.

étendre l'usage du chèque de *virement*, c'est-à-dire faire faire un pas considérable à l'éducation économique de tous. L'emploi du chèque s'est étendu en Belgique, assurément, dans le dernier quart du XIX^e siècle, mais il est nécessaire et il est possible de lui donner une impulsion considérable.

II. « On demande si ceux en faveur desquels la Caisse d'épargne a été spécialement instituée sont réellement appelés à bénéficier du service des virements... »

On parle des travailleurs salariés ; nous ne songeons nullement à exagérer l'importance de l'institution que nous réclamons. Elle n'est pas destinée à résoudre la question sociale, mais à apporter un modeste concours à sa solution.

La section centrale chargée de l'examen du Budget des Finances pour l'exercice 1901, a répondu pour nous en reproduisant notre texte :

« Nous reconnaissons avec l'honorable M. Denis, que les sociétés de secours mutuels, les sociétés coopératives, les syndicats professionnels, les banques populaires, les caisses rurales pourraient fréquemment trouver un utile concours dans une service de chèques et de virements de comptes à la Caisse d'épargne et de retraite (1). » Ce témoignage suffirait déjà pour révéler la puissance éducative énorme de l'institution, mais on peut avoir légitimement une ambition plus haute ; peut-être le système permettra-t-il de transformer le mode de paiement des salaires. Un économiste illustre a rendu ici notre pensée dans des termes qu'il importe de reproduire.

« Cette banque, a dit M. Léon Walras, aurait, en outre, un avantage moral que MM. Solvay et Denis ont signalé à juste titre, et qui se résume tout entier dans la substitution au pur salarié du régime actuel, touchant son traitement ou sa paye en argent, la dépensant à l'avance ou la buvant au cabaret, du travailleur-capitaliste ayant à tenir un carnet et des comptes, crédité de son salaire et de ses intérêts, débité de son loyer, du prix des produits qu'il consomme, du montant de ses cotisations d'association et d'assurance..., acquérant l'expérience de la vie et des affaires, fondant une famille, à cent lieues de l'aumône et de la charité, sinon pour la faire à de plus faibles, à de moins heureux que lui en tout cas pour la recevoir ; bref, l'homme économique et moral de la société future » (2). Si la généralisation d'un mode de liquidation des salaires ne peut évidemment avoir pour effet de modifier la répartition des richesses même, elle peut avoir une action morale indéniable, et c'est assez qu'un plan aussi modeste puisse atteindre un tel résultat. Nous complétons encore l'expression de notre pensée : la liquidation des salaires par l'intermédiaire de la Caisse d'épargne ne pourrait être évidemment imposée à l'ouvrier, elle devrait être acceptée par lui. Qui ne voit, dès lors, à quels entraînements elle soustrairait l'ouvrier, à quel point elle étendrait la prévoyance commune dans les recettes et les dépenses du ménage.

(1) Rapport de la section centrale. Séance du 8 mai 1901. *Doc.* n° 119.

(2) LÉON WALRAS, *La Caisse d'épargne postale de Vienne et le comptabilisme social*. *Revue d'économie politique*, mars 1898, et *Économie politique appliquée*. Lausanne, 1898, p. 397.

III. « Plusieurs services rendus par le *Checks und clearing-Verkehr*, de Vienne, ne sont-ils pas, dès à présent, assurés à nos concitoyens par l'administration des postes? » Il est certain que l'administration des postes rend des services de plus en plus considérables, mais il s'en faut de beaucoup que son intervention ait l'étendue et la portée de l'organisation projetée.

L'arrêté royal du 12 août 1901 autorise les déposants d'effets de commerce, de quittances simples ou d'envois avec encaissement, à recouvrer par la poste, à demander, si le montant du bordereau de chaque catégorie de valeurs s'élève à 1,000 *francs au moins*, que la liquidation des sommes recouvrées soit opérée au moyen de versements faits au crédit de tout titulaire d'un compte courant à la Banque Nationale (succursale et agences), que ce titulaire soit le déposant lui-même ou un tiers expressément désigné au bordereau de ce dépôt.

Le minimum du montant des dépôts est trop élevé; un petit nombre de déposants peut profiter de la faculté en question. Il conviendrait d'abaisser ce minimum à 100 francs.

D'autre part, les titulaires de compte courant à la Banque Nationale sont trop peu nombreux pour que le nouveau service puisse prendre un grand développement. Ce service ne doit donc pas être comparé à celui du « *Checks und Clearing-Verkehr* » de Vienne.

Les 8/10^e des effets de commerce sont déposés à l'encaissement par des établissements financiers qui préfèrent recevoir directement le montant des sommes recouvrées. Dans ce cas, la liquidation se fait par accréditifs sur la Banque Nationale.

Voici les arrêtés royaux qui se rattachent à ces services :

Arrêté royal du 27 novembre 1900.

Les sommes recouvrées du chef des bordereaux de quittances simples ou d'envois avec encaissements, comprenant des valeurs pour 1,000 *francs au moins*, peuvent, à la demande des ayants droit, être versées en compte courant à la Banque Nationale, au profit des *déposants qui ont un compte de l'espèce ouvert à cet établissement ou dans ses succursale et agences en province*.

La liquidation des bordereaux de cette nature est effectuée à l'intervention de l'administration centrale des postes.

Arrêté royal du 12 août 1901.

ARTICLE PREMIER. — La liquidation par l'administration des postes, des sommes recouvrées du chef d'effets de commerce, de quittances simples ou d'envois avec encaissement dont le bordereau de dépôt s'élève à 1,000 *francs au moins*, peut, à la demande des ayants droit, être opérée au moyen de versements faits à la Banque Nationale de Belgique, *au crédit de tout titulaire d'un compte courant à cet établissement financier ou dans ses succursale et agences en province, que ce titulaire soit le déposant lui-même ou un tiers expressément désigné au bordereau.*

ART. 2. — L'administration des postes adresse à la Trésorerie deux déclarations en double, énonçant respectivement le montant total des paiements à faire par accreditifs et celui des sommes à verser en compte courant, pour liquidation des bordereaux d'effets de commerce.

Elle fournit directement à la dite Banque les relevés détaillés de ces accreditifs et de ces sommes.

Arrêté royal du 20 novembre 1901.

Les récépissés constatant le versement à la Banque Nationale de Belgique, *au profit d'un tiers*, du montant d'effets de commerce, de quittances simples ou d'envois avec encaissement, peuvent, à la demande des déposants de ces valeurs à la poste, être remis directement par cette administration, au tiers intéressé.

Il est perçu, de ce chef, à la charge du déposant, une taxe de 10 centimes par récépissé.

Tel est le concours actuel du service des postes, et il est aisé d'entrevoir les progrès que nous voulons lui faire accomplir. (Voir l'*Appendice*.)

IV. « S'il n'est pas plus rationnel et plus sage d'attendre des banques privées le développement de la pratique du règlement de comptes par virement et la modification des mœurs, quant à l'usage du compte courant. »

La loi peut et doit favoriser les modifications salutaires des mœurs économiques ; elle peut faire concourir à ce grand résultat une institution d'utilité publique, animée exclusivement de la préoccupation de l'intérêt général, sans abandonner une telle transformation aux seules inspirations de l'intérêt privé. S'il faut justifier encore une telle thèse par des exemples puisés en Belgique, il suffirait de rappeler les destinées du système de compensation. En 1872, Malou avait introduit dans les statuts de la Banque nationale la disposition suivante : « La Banque peut concourir à la formation et à la gestion de comptoirs de liquidation (*clearing house*). La revision des statuts, en 1900, a religieusement reproduit cette même disposition. Qu'en est-il advenu ? Hier encore, l'auteur d'une brochure intéressante sur le *Chèque et la Compensation*, M. le professeur Vandersmissen, écrivait : « Après être restée lettre morte pendant près de vingt ans, est-elle destinée à voir sa léthargie se prolonger encore ? (1) » L'auteur de cet écrit qui rappelle les progrès énormes de l'émission relativement à l'encaisse métallique de la Banque nationale, et se demande si le portefeuille étranger grandissant pourrait en cas de crise satisfaire au besoin de numéraire, entrevoit le cours forcé des billets de banque comme perspective unique dans cette redoutable éventualité d'une crise grave et générale. Il faut donc rechercher les moyens de se soustraire à cet expédient périlleux. La compensation s'offre comme moyen non seulement d'épargner l'instrument monétaire, mais de soustraire les banques au risque de dépréciation du billet de banque. Comment réaliser cette réforme que la prévoyance commande ? L'auteur

(1) E. VANDERSMISSEN, *Le Chèque et la Compensation*, Bruxelles, 1902, p. 62.

l'attend de la constitution d'un syndicat de banquiers, qui se rendraient par là même dans un grand nombre d'opérations, et surtout d'opérations d'escompte, indépendants de la Banque. Jusqu'ici cette initiative ne s'est pas produite et la léthargie se prolonge.

C'est cette initiative livrée à tant d'incertitudes, de résistances intéressées, de hasards, que l'on a, dans le débat sur la Banque nationale, systématiquement opposée à la nécessité de l'intervention énergique du législateur et des pouvoirs publics dont s'inspiraient tous les projets dont nous nous sommes fait alors l'interprète (1). Le rapport du Sénat émettait même la pensée « qu'il suffirait peut-être d'un appel adressé au public financier, dans quelque occasion solennelle, pour faire surgir chez nous, sinon des comptoirs de liquidation aussi parfaits qu'en Angleterre, au moins quelque chambre de compensation harmonisée le plus possible avec nos mœurs et appropriée à nos besoins » (2). L'occasion solennelle paraît même avoir échappé jusqu'ici.

On nous dit d'attendre des banques privées le développement de la pratique du règlement des comptes par virement et la modification des mœurs, quant à l'usage du compte courant. Mais les banques privées n'étendent l'emploi du chèque qu'en développant les dépôts en compte courant, et M. Vandersmissen le dit lui-même, elles n'ont d'autre ressource pour les attirer que dans l'appât d'un intérêt (3). Qui ne sait qu'à la Caisse d'épargne cette condition est réalisée, que les dépôts à intérêt existent et qu'il s'agit uniquement d'en assurer une plus parfaite disposition? N'est-il pas évident que l'intervention du législateur peut ici exercer une influence rapide et profonde sur les mœurs commerciales?

V. « Si par le transfert à la Caisse d'épargne des comptes courants actuellement en dépôt dans les banques, on ne provoquera pas celle-ci à refuser le crédit d'avances et de commandite aux petits commerçants et industriels auxquels on a l'intention de rendre service, et qui ne peuvent se procurer le crédit ni à la Caisse d'épargne, ni à la Banque nationale. » Une telle objection n'aurait de portée que si ce transfert était obligatoire.

L'industriel et le commerçant restent juges de leur intérêt; si le sacrifice du crédit d'avances était le prix inévitable d'une affiliation à un service général de chèques et de virements, comment s'expliquerait-on qu'en Autriche le nombre des commerçants affiliés se soit, de 1893 à 1902, élevé de 8,943 à 17,323, celui des industriels de 1,416 à 3,805, celui des fabriques de 4,069 à 6,858, etc., (4). Mais chose plus intéressante et plus décisive encore, les banques y sont reliées elles-mêmes et dans le même intervalle leur nombre s'est élevé de 281 à 545.

(1) V. ces projets rappelés dans notre note de minorité annexée au Rapport de la section centrale du 29 juin 1899.

(2) Rapport au Sénat du 17 mars 1900.

(3) *Le Chèque et la Compensation*, par E. VANDERSMISSEN, p. 69.

(4) *Zwölfter Rechenschafts-Bericht des K. K. Postsparcassen-Amtes für 1895*, p. 48 et *Neunzehnter*, etc., p. 53.

Sans doute, une telle institution, qui n'embrasse ni l'escompte ni les avances, restera nécessairement incomplète, si précieux que soient ses services. Si son rôle n'était que préparatoire pour le plus grand nombre des intéressés, et que son action éducative fût d'assurer la multiplication rapide d'unions de crédit et de banques populaires, ses bienfaits seraient aussi multipliés; l'emploi du chèque et des virements de compte transporté dans d'autres institutions, avec une expansion accrue par le progrès de l'escompte et le développement du compte courant, se complèterait alors plus rapidement par les progrès inévitables du système de compensation entre les établissements autonomes de crédit. Il serait glorieux déjà que la Caisse d'épargne fût une école primaire de la compensation et de la mutualité du crédit.

VI. « S'il n'est pas imprudent d'amener à la Caisse d'épargne un nouvel afflux de dépôts dont elle pourrait avoir peine à trouver un placement convenable. »

Un tel argument semble aujourd'hui des plus graves au moment même où la Caisse d'épargne se plaint de pléthore : mais la proposition renferme le moyen de conjurer ce péril et un allègement partiel des soucis légitimes de la Caisse d'épargne; non seulement les déposants à la Caisse d'épargne sont libres de rester étrangers au service des chèques et des virements, mais tout déposant n'engagera dans ce service que la partie de son dépôt qui y trouvera un emploi efficace : seul un mobile sérieux l'y déterminera. C'est que le taux d'intérêt y sera toujours *moindre*, à raison de la disponibilité constante, que celui des dépôts ordinaires; maîtresse de ce taux spécial d'intérêt, qu'elle peut abaisser jusqu'à l'anéantir, la Caisse d'épargne en fera un véritable régulateur, propre à concilier l'avantage des déposants avec les difficultés et les exigences mêmes des placements, et il y aura à cet égard pour elle allègement partiel dans la mesure où les dépôts actuels s'engageront dans le service des chèques et virements.

VII. « S'il est aussi exact que l'on veut le prétendre que la Caisse autrichienne de virements ne soit exposée à aucun danger en cas de crise. »

On reconnaît implicitement ce qui est indéniable, c'est qu'en temps ordinaire ce service ne fait courir aucun risque à la Caisse d'épargne. Comment en serait-il autrement? Le titulaire d'un compte courant ne peut disposer que de son actif net. La rigueur de la comptabilité, le contrôle incessant rendent l'erreur et la fraude à peu près impossibles; et pour conjurer toute éventualité, un fonds de réserve est constitué. Rien n'a révélé jusqu'ici que les crises commerciales et financières qui se sont produites dans les deux dernières décades aient retenti sur la Caisse d'épargne de Vienne, et qu'elles aient surtout trouvé dans le service des chèques et des virements une cause d'aggravation; les craintes de la Caisse d'épargne se traduiraient évidemment par une contraction du système et le ralentissement de son essor.

Le rapport du nombre des affiliés au service des chèques au nombre total des livrets de la Caisse d'épargne de Vienne est le suivant :

	Livrets existants à la Caisse d'épargne. Service des dépôts.	Nombre des affiliés au service des chèques, individus et collectivités.	Proportion p. c.
1894.	1,037,524	25,834	2.5
1902.	1,547,541	51,853	3.35

Le rapport entre le nombre des affiliés au service des chèques (de paiement en espèces) et à celui des virements (*clearing*) qui sont distincts est du plus profond intérêt à suivre.

1893. Nombre des affiliés au service des chèques	23,471
— — — — — du <i>clearing</i>	16,197
Proportion p. c.	69
1902. Nombre des affiliés au service des chèques.	51,853
— — — — — du <i>clearing</i>	51,411
Proportion p. c.	99.1

Presque l'intégralité. Telle est l'évolution des mœurs économiques sous l'impulsion fécondante de la loi.

A quelque point de vue que l'on se place, il ne paraît donc pas qu'une fin de non recevoir puisse être opposée à une proposition dont l'utilité générale et la puissance éducative sont indéniables, dont l'étude sérieuse s'impose, et qui a au moins cet avantage certain de concourir à la solution du problème monétaire, qui pourrait se poser brusquement en Belgique, avec une acuité redoutable.

H. DENIS.

APPENDICE 1.

SERVICE POSTAL INTERNATIONAL.

Au point de vue international, il existe un véritable *clearing* entre les administrations des divers pays. On en juge par le règlement qui suit :

*Office central de comptabilité et de liquidation des comptes entre
les Administrations de l'Union.*

1. Le Bureau international de l'Union postale universelle est chargé d'opérer la balance et la liquidation des décomptes de toute nature relatifs au service international des postes entre les Administrations des pays de l'Union qui ont le franc pour unité monétaire ou qui se sont mises d'accord sur le taux de conversion de leur monnaie en francs et centimes métalliques.

Les Administrations qui ont l'intention de réclamer, pour ce service de liquidation, le concours du Bureau international, se concertent, à cet effet, entre elles et avec ce Bureau.

Malgré son adhésion, chaque Administration conserve le droit d'établir à son choix des décomptes spéciaux pour diverses branches du service et d'en opérer à sa convenance le règlement avec ses correspondants, sans employer l'intermédiaire du Bureau international, auquel, à teneur de l'alinéa qui précède, elle se borne à indiquer pour quelles branches de service et pour quels pays elle réclame ses offices.

Sur la demande des Administrations intéressées, les décomptes télégraphiques peuvent aussi être indiqués au Bureau international pour entrer dans la compensation des soldes.

Les Administrations qui auront emprunté l'intermédiaire du Bureau international pour la balance et la liquidation des décomptes peuvent cesser d'user de cet intermédiaire trois mois après qu'elles en auront averti ledit Bureau.

2. Après que les comptes particuliers ont été débattus et arrêtés d'un commun accord, les Administrations débitrices transmettent aux Administrations créditrices, pour chaque nature d'opérations, *une reconnaissance, établie en francs et centimes*, du montant de la balance des deux comptes particuliers, avec l'indication de l'objet de la créance et de la période à laquelle elle se rapporte.

Toutefois, en ce qui concerne l'échange des mandats, la reconnaissance doit être transmise par l'Office débiteur dès l'établissement de son propre compte particulier et la réception du compte particulier de l'Office correspondant, sans attendre qu'il ait procédé à la vérification de détail. *Les différences ultérieurement constatées sont reprises dans le premier compte à intervenir.*

Sauf entente contraire, l'Administration qui désirerait, pour sa compta-

bilité intérieure, avoir des comptes généraux, aurait à les établir elle-même et à les soumettre à l'acceptation de l'Administration correspondante.

Les Administrations peuvent s'entendre pour pratiquer un autre système dans leurs relations.

3. Chaque Administration adresse mensuellement, au Bureau international, un tableau indiquant son Avoir du chef des décomptes particuliers, ainsi que le total des sommes dont elle est créditrice envers chacune des Administrations contractantes ; chaque créance figurant dans ce tableau doit être justifiée par une reconnaissance de l'Office débiteur.

Ce tableau doit parvenir au Bureau international le 19 de chaque mois au plus tard, sous peine de n'être compris que dans la liquidation du mois suivant.

4. Le Bureau international constate, en rapprochant les reconnaissances, si les tableaux sont exacts. Toute rectification nécessaire est notifiée aux Offices intéressés.

Le Doit de chaque Administration envers une autre est reporté dans un tableau récapitulatif ; afin d'établir le total dont chaque Administration est débitrice, il suffit d'additionner les diverses colonnes de ce tableau récapitulatif.

5. Le Bureau international réunit les tableaux et les récapitulations en une balance générale indiquant :

- a. Le total du Doit et de l'Avoir de chaque Administration ;
- b. Le solde débiteur ou le solde créditeur de chaque Administration, représentant la différence entre le total du Doit et le total de l'Avoir ;
- c. Les sommes à payer par une partie des membres de l'Union à une Administration, ou réciproquement les sommes à payer par cette dernière à l'autre partie.

Les totaux des deux catégories de soldes sous *a* et *b* doivent nécessairement être égaux.

On pourvoira autant que possible à ce que chaque Administration n'ait à effectuer, pour se libérer, qu'un ou deux paiements distincts.

Toutefois, l'Administration qui se trouve habituellement à découvert vis-à-vis d'une autre Administration pour une somme supérieure à 50,000 francs a le droit de réclamer des acomptes.

Ces acomptes sont inscrits, tant par l'Administration créditrice que par l'Administration débitrice, au bas des tableaux à adresser au Bureaux international (voir § 3).

6. Les reconnaissances (voir § 3) transmises au Bureau international avec les tableaux sont classées par Administration.

Elles servent de base pour l'établissement de la liquidation de chacune des Administrations intéressées. Dans cette liquidation doivent figurer :

- a. Les sommes afférentes aux décomptes spéciaux portant sur les divers échanges ;
- b. Le total des sommes résultant de tous les décomptes spéciaux par rapport à chacune des Administrations intéressées ;

c. Les totaux des sommes dues à toutes les Administrations créditrices pour chaque branche du service, ainsi que leur total général.

Ce total doit être égal au total du Doit qui figure dans la récapitulation.

Au bas de la liquidation, la balance est établie entre le total du Doit et le total de l'Avoir résultant des tableaux adressés par les Administrations au Bureau international (voir § 3). Le montant net du Doit et de l'Avoir doit être égal au solde débiteur ou au solde créditeur porté dans la balance générale. En outre, la liquidation statue sur le mode de liquidation, c'est-à-dire qu'elle indique les administrations en faveur desquelles le paiement doit être fait par l'Administration débitrice.

Les liquidations doivent être transmises aux Administrations intéressées, par le Bureau international, au plus tard le 22 de chaque mois.

7. Le paiement des sommes dues, en vertu d'une liquidation, par une Administration à une autre Administration, doit être effectué aussitôt que possible et au plus tard quinze jours après réception de la liquidation par l'Administration débitrice.

Les soldes débiteurs ou créditeurs n'excédant pas 500 francs peuvent être reportés à la liquidation du mois suivant, à la condition toutefois que les Administrations intéressées soient en rapport mensuel avec le Bureau international. Il est fait mention de ce report dans les récapitulations et dans les liquidations pour les administrations créditrices et débitrices. L'Administration débitrice fait parvenir, le cas échéant, à l'Administration créditrice, une reconnaissance de la somme due, pour être portée au prochain tableau.

APPENDICE II.

EXTENSION POSSIBLE DU PROJET A LA COMPTABILITÉ COMMUNALE.

Il est peu de problèmes administratifs plus importants que celui du contrôle de la comptabilité communale.

Au moment où la démocratie ouvrière pénètre dans les administrations locales, cette fonction éducative et régulatrice de la Caisse d'épargne présente une très haute importance.

M. de Royer de Dour a soumis à la Députation permanente du Brabant une proposition de solution, basée sur le service de la Caisse d'épargne. Voici le rapport :

« J'ai, comme de coutume, procédé à l'inspection des comptabilités des communes ainsi qu'à la vérification de leurs encaisses. Mes observations ont été consignées dans des rapports spéciaux.

Elles m'ont confirmé dans cette opinion que notre régime financier est susceptible de diverses réformes qui seraient accueillies avec faveur par le plus grand nombre de nos administrations communales.

Aussi me permettrai-je de vous soumettre quelques considérations au sujet des modifications qui pourraient être apportées au service de la comptabilité de nos communes rurales.

On sait que le contrôle de notre comptabilité communale s'exerce plus

particulièrement au moyen de vérifications de caisse : vérification trimestrielle par le collège échevinal, en vertu de l'article 98 de la loi communale, vérification par le commissaire d'arrondissement et les délégués du Gouverneur de la province, communication aux conseils communaux des procès-verbaux de vérification de caisse et examen de ces documents par la Députation permanente.

Il semble que ces vérifications diverses devraient prévenir toutes les irrégularités ; en réalité, elles ne procurent qu'une fausse sécurité.

En supposant même que l'on substitue aux collèges échevinaux des employés spéciaux investis d'une mission de contrôle, leurs vérifications n'amélioreraient guère le service de la comptabilité communale.

- Cette opinion sera confirmée par tous ceux qui sont au courant des affaires communales.

Mais l'organisation d'un contrôle plus efficace ne constitue pas la seule amélioration dont notre régime financier est susceptible ; ne conviendrait-il pas de réaliser une organisation plus parfaite en nous efforçant de créer un contrôle *permanent et continu* ?

Ne pourrait-on pas réduire à des proportions insignifiantes les risques que crée au receveur communal la garde de l'encaisse et réaliser en même temps de notables améliorations au point de vue de la *simplification* des transactions et des correspondances ?

Ne pourrait-on également améliorer la situation financière des communes, en leur assurant une *productivité* plus intense de leurs capitaux disponibles ?

Ne pourrait-on enfin *réduire* le *maniement des espèces* et les risques qui en résultent et simplifier le travail de *surveillance* et de *contrôle* de l'administration supérieure ?

J'estime que ces divers desiderata pourraient être réalisés à la fois par l'adoption de certaines dispositions administratives que je vais me permettre de développer.

Pour remplir son objet, le règlement relatif à la gestion des finances communales doit procurer aux *administrations locales un dépôt sûr pour leurs capitaux, ainsi qu'un intérêt rémunérateur, en même temps une réalisation prompte, facile et commode des sommes disponibles.*

Il ne me semble pas que l'organisation en vigueur procure réellement tous ces avantages. En effet, si les administrations communales reçoivent satisfaction quant au premier point, il est permis de dire qu'il n'en est pas de même quant au second.

La réalisation des capitaux des communes rurales n'est ni prompte, ni facile, ni commode et présente le grand défaut d'occasionner ordinairement au receveur une perte de temps et des déplacements onéreux et de nécessiter fréquemment, par surcroît, l'accomplissement de formalités administratives.

Il en résulte cet inconvénient que l'on tarde à porter les sommes en compte courant à la Caisse générale d'épargne et que la commune subit de ce chef des pertes fréquentes d'intérêts. De plus, si le receveur est consciencieux et

ne confond pas les sommes appartenant à la caisse communale avec ses propres deniers, il n'en est pas moins vrai que cette somme reste fort exposée.

Il est incontestable que l'article 22 du chapitre III de l'instruction sur la comptabilité communale du 31 décembre 1893, n° 310, dispose que « tout capital généralement quelconque momentanément disponible, est déposé dans les trois jours, à titre provisoire, à la Caisse générale d'épargne et de retraite », mais ces dépôts en compte courant ne sont que provisoires et ils doivent être convertis dans le plus bref délai, conformément à la circulaire du 17 juin 1892, n° 131, et, je le répète, ce n'est que contraint que l'on se conforme à ces dispositions.

Puisque les communes disposent d'un compte courant à la Caisse d'épargne, ne serait-il pas juste qu'elles jouissent des avantages réservés communément dans les banques à tout titulaire d'un compte de l'espèce, c'est-à-dire la faculté de retirer tout ou partie d'un dépôt en échange d'un chèque présenté, soit par le titulaire, soit par un tiers créancier de ce dernier ?

Et, d'autre part, du moment qu'il existe un compte courant, l'établissement financier qui l'a ouvert à nos communes, ne pourrait-il ouvrir sa caisse au versement de toute somme destinée à concourir à former leur crédit ?

Tel qu'il est établi aujourd'hui, le compte courant limité que nos communes peuvent obtenir à la Caisse générale d'épargne ne leur procure que des avantages restreints.

Le principal avantage qu'il leur offre est de conserver à l'abri des risques une partie des fonds communaux. Or, si ces risques sont tels qu'ils ont éveillé l'attention des autorités administratives, ne serait-il pas logique de garantir cette sécurité à *l'entière des capitaux de nos communes* ?

On sait que les capitaux à placer par les receveurs sont de trois catégories :

- 1° Les fonds appartenant à la dotation de la commune ;
- 2° Les fonds de réserve prélevés sur le service ordinaire et destinés à pourvoir à des besoins accidentels ;
- 3° Les fonds appartenant à l'encaisse du receveur.

Les premiers sont placés en titres, les seconds sur livret. Il va de soi que ce n'est donc que de la troisième catégorie qu'il peut être question, c'est-à-dire de tous les fonds destinés à faire face aux dépenses budgétaires. L'ensemble de ces fonds, auxquels il conviendrait d'ajouter les subsides accordés pour travaux d'assainissement, pour entreprise de travaux publics, etc., en un mot, toutes les sommes destinées à former le crédit disponible de la commune, devraient être versées en compte courant à la Caisse générale d'épargne.

De plus, toutes les administrations communales auxquelles aurait été ouvert un compte de l'espèce à la dite caisse devraient, après dépôt de leur livret, pouvoir disposer des fonds constituant le solde libre de leur compte, par *des chèques de paiement* ou des chèques de versement.

Je voudrais, en un mot, m'inspirant en cela de la proposition que M. Hector Denis déposa à la Chambre des représentants en date du 24 novembre 1896, proposition basée, sur les résultats remarquables obtenus

en Autriche, par la Caisse d'épargne postale de Vienne, que l'on étendit le rôle de notre Caisse générale d'épargne en le combinant avec une utilisation adéquate de notre organisation postale, dont le règlement pourrait aisément être mis en concordance avec les nécessités de ce nouveau régime, de telle sorte que ces deux importantes administrations procéderaient, à l'avenir, à tous les paiements en espèces que les administrations communales ont à effectuer, ainsi qu'à l'encaissement de toutes les sommes destinées à être portées à leur crédit.

Ce système aurait pour résultat de *supprimer les dépôts* de nos caisses communales et, comme conséquence, *d'assurer une sécurité complète à la garde des capitaux*.

Il *supprimerait les formalités* diverses de la vérification de caisse trimestrielle, ainsi que le travail qu'elle occasionne aux divers échelons de notre organisation administrative.

Il ne se produirait *plus aucune perte d'intérêt*, les capitaux seraient assurés d'un *maximum de productivité*, et la *responsabilité* des receveurs communaux, qui doit être couverte aujourd'hui par la constitution de cautionnements onéreux, serait *considérablement réduite*.

Tout est donc avantage dans ce système, qui déchargerait les collègues échevinaux, non pas de leur responsabilité, qui resterait entière, mais du souci constant de la conservation de l'encaisse et qui *simplifierait à tous les degrés la gestion* des finances communales.

Il est à remarquer que son adoption ferait disparaître également diverses circonstances qui concourent à nécessiter le contrôle des dépôts.

Ainsi les dispositions contenues dans l'article 4 de l'arrêté royal du 22 mai 1863, qui permettent au receveur d'opérer des retraits de fonds sur simple quittance, présentée par lui, devraient être abrogées et l'on pourrait décider, sans aucun inconvénient, qu'il ne serait conservé dorénavant, qu'une somme insignifiante en espèces, dans les caisses communales.

Le service communal des comptes courants et chèques, établi avec le concours de la Caisse d'épargne, devrait être organisé de telle sorte, que toute personne serait autorisée à opérer à tous les bureaux de poste des versements pour compte des communes adhérentes.

Les sommes ainsi versées au compte des intéressés seraient inscrites à leur crédit et avis immédiatement transmis par l'administration de la Caisse d'épargne au collège des bourgmestre et échevins.

D'autre part, le paiement d'un chèque serait inscrit au débit de la commune qui l'aurait délivré et l'administration de celle-ci avertie par la Caisse générale d'épargne.

Enfin, par l'emploi des chèques de virement et l'intermédiaire de la poste, les administrations communales adhérentes pourraient s'acquitter les unes envers les autres par des transferts de compte. Ainsi, par exemple, lorsqu'il s'agirait de rembourser des frais d'entretien d'indigents, le montant du chèque serait porté au débit de celui qui l'a émis et au crédit de la commune créancière.

Dans ce cas encore, le collège des bourgmestre et échevins serait immédiatement informé par un avis de la Caisse générale d'épargne.

Toutes les opérations financières seront ainsi constamment placées sous les yeux des administrateurs communaux dont le *contrôle* sera *complet et permanent*. De plus, on réalisera une grande *économie de temps* et l'on évitera *les frais et les risques*.

On pourra réaliser également pareil avantage en ce qui concerne les placements de sommes par la commune à la Caisse générale d'épargne ou leur retrait.

L'installation du service communal des comptes courants et chèque ne sera ni longue ni compliquée et ne nécessitera pas l'intervention de la législature.

Elle réclamerait les mesures suivantes : 1° par la Députation permanente : adoption du système et mise en concordance avec celui-ci du règlement sur la comptabilité; 2° par la Caisse générale d'épargne : création du service spécial que nous venons de décrire; 3° par la poste : développement des dispositions réglementaires en vigueur (art. 118 du règlement des facteurs de 1850. etc) et qui sont suffisamment connues pour que je n'aie pas à insister à cet égard.

De plus, un arrêté royal devrait prescrire que toutes les fois qu'un mandat serait ordonnancé par le collège des bourgmestre et échevins (art. 146. loi communale), il devrait être accompagné d'un chèque dont le modèle serait annexé à l'arrêté.

Ce chèque serait pareil à ceux dont fait usage la Caisse postale centrale de Vienne et qui est établi de manière à interdire toute fraude.

Je crois utile de le décrire brièvement :

Le chèque porte imprimées quatre colonnes verticales de chiffres allant de 1 à 9; ces quatre colonnes réunies peuvent exprimer 9,999 francs, valeur maximum pour laquelle un chèque peut être établi. Pour exprimer un nombre inférieur, on découpe le nombre de milliers, de centaines, de dizaines ou d'unités qui excèdent la valeur à exprimer.

Par ce système, on peut réduire la valeur d'un chèque, mais on ne sait jamais l'augmenter.

Aussi, la Caisse postale centrale de Vienne, qui en fait usage avec ses quatre mille clients. n'a-t-elle pas encore eu à relever à ce jour aucune fraude.

Les receveurs communaux acquitteraient donc dorénavant tous leurs paiements au moyen de ces chèques. Il leur en serait donné quittance sur l'acquit du mandat. D'autre part, le paiement serait encore justifié par le certificat de paiement du chèque que l'administration de la Caisse générale d'épargne ferait parvenir au collège échevinal.

Le contrôle du collège s'exercerait ainsi *sur tous les paiements*.

Pour dresser les comptes annuels, on annexerait aux mandats une liste générale des retraits des chèques, certifiée sincère par la Caisse générale d'épargne et dressée pour la période annale. On la placerait en tête du dossier.

Les détenteurs de chèques qui seraient trop éloignés du bureau de poste pourraient les faire toucher par l'intermédiaire du facteur ; lorsque, bien entendu, les sommes ne dépasseraient pas le maximum fixé par le règlement.

En ce qui concerne le paiement des ouvriers de la commune, le collège remettrait au receveur un mandat ordonnancé, accompagné d'un chèque de l'import du total des salaires à payer et qu'il aurait pour mission de distribuer en espèces. Quant au paiement des matériaux, tels que pier-railles, etc., le chèque destiné à leur paiement serait établi au moment de la commande et acquit en serait donné sur le mandat au moment de la livraison.

Rien ne serait modifié au système des recettes communales, qui se feraient, comme par le passé, aux jours et heures fixés par le conseil. Seulement, il ne serait plus permis, ainsi qu'on le fait actuellement dans certaines petites communes, de venir payer les taxes communales chez le receveur, à toute heure du jour ou de la semaine, et je pense que ces agents ne s'en plaindraient pas.

Les recettes devraient être versées au bureau de poste le plus voisin, le jour même ou le lendemain de la recette, de sorte qu'il n'y aurait plus de perte d'intérêts de ce côté.

On bénéficierait encore de *divers avantages*, tant au point de vue de la productivité immédiate des capitaux que de la suppression des démarches et de déplacements de la part du receveur communal, en autorisant le receveur des contributions à verser immédiatement, au compte courant des communes, à la Caisse générale d'épargne, les centimes additionnels extraordinaires destinés à couvrir les dépenses générales et prélevés sur les contributions foncières, personnelles et patentes, ainsi que les centimes spéciaux qui servent à l'entretien des chemins vicinaux.

Le collège échevinal serait informé de ce versement par l'avis du receveur, qui se conformerait, en même temps, aux autres dispositions réglementaires, et par l'avis de la Caisse d'épargne.

De même pour les mandats transmis aux communes à l'occasion de l'octroi de subsides par l'intermédiaire du commissaire d'arrondissement et payables, soit chez l'agent du Trésor, soit chez le receveur des contributions, il suffirait également, à l'avenir, que l'État ou la province fassent directement un versement à la Caisse générale d'épargne au crédit de la commune intéressée et que l'on avise celle-ci par une lettre *ad hoc*.

Comme on le voit, en toute circonstance les avis de l'autorité supérieure, les reçus de la poste et les avis de la comptabilité de la Caisse générale d'épargne, ainsi que ses extraits de comptes périodiques, feraient connaître aux administrations communales les sommes inscrites au crédit ou au débit de leur commune, ainsi que la situation de caisse. Elles auraient de la sorte *la preuve constante de la régularité de leurs recettes et de leurs placements*, vérification qui leur fait défaut aujourd'hui.

Quant au contrôle que les commissaires d'arrondissement ont à exercer sur les finances communales, en vertu de leurs attributions, il s'exercerait

en vérifiant, à l'occasion de leurs visites annuelles des communes, si la caisse répond à la comptabilité communale. De plus, en lieu et place du procès-verbal de vérification trimestrielle de caisse, dont l'envoi se fait péniblement par les administrations communales, celles-ci seraient tenues d'adresser chaque trimestre à M. le Gouverneur, par l'intermédiaire du commissaire d'arrondissement, une copie régulière de l'extrait du compte de la Caisse d'épargne.

Vous voudrez bien remarquer que le système que je préconise ne modifie en rien le rôle ou les prérogatives du collège des bourgmestre et échevins ou des autorités provinciales; il ne porte aucune atteinte à l'autonomie communale et laisse intactes les attributions aussi bien que les avantages pécuniaires des receveurs communaux et ceux des receveurs des contributions.

Il est entendu que pour réaliser les nombreux et précieux avantages que procurerait aux administrations des communes rurales *un service de compte courant, de chèques et de virements*, il faudrait que la Caisse générale d'épargne de l'État fixât les obligations auxquelles les adhérents auraient à satisfaire.

Certainement il sera vraisemblablement exigé que les adhérents constituent un fonds de réserve et s'engagent à verser un minimum de dépôt nécessaire, mais ce ne sont là que de minimes détails d'exécution, et l'on peut augurer qu'en prescrivant la transformation que nous préconisons du service de la comptabilité communale, on serait assuré de remédier aux inconvénients du système actuel et de réaliser les sérieux avantages que j'ai énumérés en commençant et dont la simplification de l'administration ne serait pas le moindre.

L'expérience du compte courant, chèques et *clearing*, dont nous recommandons l'usage pour le service financier de nos communes, a été faite en Autriche; 185 communes de cet empire en font usage et s'en trouvent bien; nul doute que nous n'ayons également tout avantage à tirer parti des puissants organismes financiers et des services publics que nous avons à notre disposition et qu'il nous suffira de mettre en œuvre pour réaliser les nombreuses améliorations sur lesquelles j'ai cru devoir appeler votre attention. »

Tel est l'intéressant exposé de M. de Royer de Dour. Peut-être y a-t-il lieu de lui donner un complément.

La Belgique possède un organisme remarquable de la mutualité du crédit, auquel s'attachent les noms de F. Haeck et de Frère-Orban, c'est la Société anonyme du Crédit communal, dont les statuts ont été approuvés par l'arrêté royal du 8 décembre 1860. C'est un puissant intermédiaire destiné à assurer aux communes associées le moyen d'emprunter des capitaux aux conditions les plus favorables, par le mécanisme le plus simple et le plus facile, et en offrant aux créanciers les garanties les plus solides qu'il soit possible.

Les fonds disponibles de la Société du Crédit communal sont temporairement placés, pour la plus grande partie, à la Caisse d'épargne. N'est-il pas

possible d'appliquer aux opérations de cette Société, surtout avec les communes, qu'elle peut réaliser par l'intermédiaire de la Caisse d'épargne, le service des chèques et virements de comptes?

L'institution du Crédit communal permet de montrer dans quelle mesure l'épargne de l'instrument monétaire est possible par le système de chèques et virements dans l'hypothèse où le Crédit communal, l'État, les communes et les particuliers auraient des comptes courants à la Caisse d'épargne.

En Autriche, l'État y recourt pour la perception de l'impôt.

Les plus importants éléments du fonds communal pourraient être perçus par l'État à l'aide de virements de comptes, dès lors que les brasseurs, distillateurs, fabricants de sucre, etc. seraient affiliés à la Caisse d'épargne.

On n'ignore pas que le crédit communal réalise les emprunts en centralisant les opérations, en les ramenant à l'uniformité du titre et en assurant leur remboursement par annuités comprenant l'amortissement.

Les communes souscrivent des annuités au profit du Crédit communal.

Le Gouvernement paie directement à la Société du Crédit communal les annuités à mesure de leur échéance à la décharge de la commune et en acquit des sommes égales à la quote-part de la commune dans le fonds communal. Il en remet aujourd'hui les quittances comme argent comptant aux receveurs communaux.

La Société paie aux porteurs d'obligations les intérêts, les primes, le capital des obligations désignées pour l'amortissement.

Déjà cette admirable organisation dispense la commune de la gêne d'une administration compliquée et coûteuse.

Ne peut-on pas simplifier encore et faire accomplir la plus grande partie de ces opérations par des virements de comptes?

H. D.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

La Caisse d'épargne est autorisée à organiser, avec le concours de l'administration des Postes, un service de chèques et de virements en comptes courants dans l'intérêt des déposants qui satisferont aux conditions fixées en vertu de la présente loi.

ART. 2.

Ce service aura une administration distincte et indépendante de celle du service d'épargne; les opérations de comptabilité auxquelles il donnera lieu seront centralisées au siège de la Caisse d'épargne à Bruxelles.

ART. 3.

Toute participation à ce service, par l'ouverture d'un compte courant, sera volontaire; la retraite sera toujours facultative.

ART. 4.

Des arrêtés royaux détermineront :

1^o Les conditions générales d'admission et particulièrement le minimum de dépôt qui sera exigé de tout adhérent, et qui restera frappé d'indisponibilité aussi longtemps que durera sa participation au service; les effets de sa retraite;

2^o Les conditions et les formes selon lesquelles la Caisse d'épargne recevra les versements des tiers ou opérera des encaissements pour compte des adhérents, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'administration des postes;

3^o Les règles selon lesquelles les adhé-

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

De Spaarkas wordt gemachtigd om, met medewerking van het Beheer der posterijen, in het belang der bewaargevers die de uit kracht van deze wet gestelde voorwaarden vervullen, eenen dienst van cheks en overschrijvingen als rekening-courant in te richten.

ART. 2.

Deze dienst heeft een afzonderlijk beheer, onafhankelijk van dat van den spaardienst; het boekhouden, waartoe hij aanleiding geeft, heeft, als middelpunt, den zetel van de Spaarkas, te Brussel.

ART. 3.

Elke deelneming aan dezen dienst, door het openen eener rekening-courant, is vrijwillig; men kan zich altijd terugtrekken.

ART. 4.

Koninklijke besluiten bepalen :

1^o De algemeene vereischten tot aanneming en inzonderheid het minimum van storting dat van elken aanhanger wordt geëischt en waarover niet kan worden beschikt zoolang zijne deelneming aan den dienst duurt; de gevolgen van zijne uittreding;

2^o De voorwaarden waaronder en de wijze waarop de Spaarkas de stortingen van derden ontvangt of inkasseeringen doet voor rekening der deelhebbers, hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst van het Beheer der posterijen;

3^o De regelen volgens welke de deel-

rents disposeront du solde libre de leur compte au moyen de chèques et de virements; les conditions et les formes de l'émission des chèques; les dispositions prises pour prévenir les erreurs et les fraudes; l'intervention de l'administration des Postes dans les paiements ou remboursements effectués pour compte des adhérents;

4° Les règles qui permettront de tenir d'une manière constante les comptes à jour et d'en faire connaître régulièrement l'état aux ayants compte;

5° La formation d'une encaisse suffisante pour assurer la régularité des opérations;

6° Le taux d'intérêt qu'il y aura lieu d'attribuer aux fonds engagés par les adhérents dans le service des chèques et de virements;

7° La constitution d'une réserve destinée à couvrir les pertes éventuelles de ce service;

8° Les rétributions à la perception desquelles il donnera lieu à charge des adhérents.

hebbers over het zuiver saldo van hunne rekening beschikken door middel van cheks en overschrijvingen; de vereischten tot uitgifte der cheks en de wijze waarop ze geschiedt; de maatregelen genomen tot voorkoming van misslagen en bedrog; de tusschenkomst van het Beheer der Posten in de betalingen of terugbetalingen voor rekening der deelhebbers gedaan;

4° De regelen die toelaten de rekeningen altijd bij te houden en den staat ervan regelmatig te doen kennen aan hen op wier naam zij zijn geopend;

5° Het vormen van een voldoende in-kas tot het verzekeren van de regelmatigheid der verrichtingen;

6° Het bedrag van den interest toe te kennen aan de gelden door de deelnemers besteed aan den dienst van cheks en overschrijvingen;

7° Het instellen eener reserve bestemd tot het dekken der mogelijke verliezen van dezen dienst;

8° De vergeldingen wegens dezen dienst door de deelnemers te betalen.

HECTOR DENIS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 MAART 1903.

Wetsvoorstel tot inrichting van een dienst van checks en overschrijvingen als rekening - courant ter Spaarkas.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet tot herinrichting der Spaarkas, door de Regeering overgelegd, maakt het de democratie, vooral de socialistische democratie tot plicht op te sporen of de vruchtbare kredietinstellingen, door de stichters van deze machtige inrichting zelf opgevat of van in den beginne voorzien als bestemd om zich daarbij aan te sluiten, alle werden verwezenlijkt; of de bestaande zoozeer werden verbeterd of uitgebreid als redematig noodzakelijk is; of, naar den wensch der meest grondige, meest doordringende beoordeelaars van de oorspronkelijke ontwerpen, als daar zijn Frans Haeck en Visschers, de kapitalen, welker overvloed men betreurt en die in zoo ruime mate de vrucht zijn van het sparen onder de kleine burgerij en de loontrekkende arbeiders, niet, zonder gevaar voor de centrale inrichting, het streven der mindere voortbrengers op 't gebied van nijverheid en landbouw, der kleine handelaars kunnen vruchtbaar maken en bijdragen tot de ontvoogding der werklieden in stede van te worden belegd in groote ondernemingen (1). Aan deze zorg beantwoordt een eerste wetsvoorstel tot inrichting van het onderling landelijk krediet, den 27ⁿ Maart 1903 ingediend; andere voorstellen betreffende de democratische inrichting van het krediet zullen daarop volgen.

Onderhavig wetsvoorstel, bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers ingediend, strekt om aan onze Algemeene Spaar- en Lijfrentekas een dienst toe te voegen, waarvan door eene nauwgezette en zorgvuldige waarneming, sedert

(1) Over al deze punten leze men de belangrijke hoofdstukken XI tot XV, blzz. 117 tot 192 van de *Histoire des Caisses d'Épargne en Belgique*, door Louis HAMANDE en Frédéric BURNY, Leuven, 1902.

negentien jaar in Oostenrijk, elf jaar in Hongarije, het groot belang, de merkwaardige duurzaamheid en de vernuftige vruchtbaarheid werd bewezen; de toelichting van dergelijk ontwerp ligt voor het meerendeel in de uiteenzetting zelve van de proefneming in den vreemde.

§ 1. — *Beginselen van inrichting van het Check- und Clearing-Verkehr der Postsparkassen te Weenen.*

Het aangroeien en bewaren van de kapitalen eenerzijds, dezer belegging met den drievoudigen waarborg van veiligheid, voortbrenging en gemakkelijke en snelle verwezenlijking, worden beschouwd als de hoofdbedrijven van de spaarkassen, en in deze richting vooral ontstond hare evolutie; de vergelijkende studiën over deze inrichtingen, als daar zijn de werken van Rostand en de degelijke memorie van de heeren Hamande en Burny, getuigen van de toenemend vernuftige middelen om het sparen uit te lokken en de spaarpenningen te bewaren, zoomede van de milde uitbreiding welke goed bestuurde spaarkassen kunnen geven aan verschillende vormen van krediet, vooral wezenlijk krediet, en hun op den duur moeten geven. Doch zoo buigzaam is deze instelling, dat, indien men de hervorming beoogt van de middelen om den storter zoo spoedig en gemakkelijk mogelijk te laten beschikken over het door hem gespaarde, ten einde er zijne betalingen mede te doen, de Spaarkas insgelijks eene even vruchtbare vervorming zou moeten ondergaan in eene nieuwe richting.

In weinig jaren moest eene spaarkas als die te Weenen, welke beschikt over den machtigen hefboom van den postdienst; rekeningen der storters centraliseert en gepaard doet gaan met den dienst van ontvangst en van uitdeeling, blijken te zijn een der vernuftigste, duurzaamste en volmaaktste werktuigen voor den hedendaagschen geldsomloop, en afdoende bewijzen dat een dienst van checks en overschrijvingen als rekening-courant niet enkel kan samenbestaan met den gewonen spaardienst, maar ook de verhandelingen even hechte waarborgen van veiligheid geven, en, verre van de spaarkas zelve te storen, nog bijdragen om ze te versterken.

In deze ontwikkeling van den werkkring der spaarkas heeft men niet de verwezenlijking van een nieuw beginsel te zoeken; met onmiskenbare banden is zij gehecht aan de Amsterdamsche Bank, welker rekeningsoverschrijvingen Adam Smith zoo merkwaardig heeft beschreven, en zelfs in een meer afgelegen verleden, aan de Venetiaansche Bank, welke tot voorbeeld diende voor de Amsterdamsche; doch evenals de meest gevorderde hedendaagsche instellingen van krediet en afrekening, heeft zij op de oorspronkelijke instellingen het voordeel van de verbeterde middelen, de snelheid, de toenemende belangrijkheid der verrichtingen, als trekken die haar eigen zijn, bijzondere voorwaarden van uitbreiding, kostbare middelen van toezicht en vooral is zij van aard om te passen bij een stelsel van kredietinrichtingen, die zekere maken tot een der werktuigen voor de hervorming van het muntstelsel.

De Oostenrijksche instelling « Checks und clearing Verkehr » is tot nu toe

nog slechts een bestanddeel van het omvangrijk hedendaagsch stelsel van krediet en afrekening, en elkeen weet dat gansch het stelsel berust op de metalen munt, zooals overigens duidelijk werd bewezen door Stanley-Jevons, Francis-A. Walker en Macleod. 't Is Macleod, die zoo treffend den hedendaagschen omloop vergeleek met de beweging van een drijftol, op eene uiterst fijne metalen punt draaiende.

Zooals hij is ingericht en werkt, draagt de dienst der spaarkas het zijne bij om immermeer het gebruik van munt uit te sparen. Met een buitengewoon uitzettingsvermogen, veroorlooft hij een steeds toenemend aantal personen, vereenigingen of zedelijke korpsen al hunne betalingen te doen, zonder het minste gevaar, nagenoeg zonder tijdverlies, en zonder rechtstreeks metalen munt te moeten bezitten.

De centrale postkas te Weenen is gevestigd in het gewezen paleis der hoogeschool; 't is daar dat eene bevolking van 1,300 beambten, waaronder 150 vrouwelijke, ingedeeld in aloude leerzalen en onderworpen aan eene vernuftige verdeling van den arbeid, sedert negentien jaar stilzwijgend, naar een onwrikbaar stelsel, eene proefneming voortzet, van wezenlijk belang voor de wetenschap en het huishoudkundig leven der maatschappij. Door onzichtbare draden verbonden aan meer dan 4,000 postkantoren, rechtstreeks in aanraking met den stroom van den ruilhandel, teekent zij iederen dag, evenals een reusachtig merkend toestel, me buitengewone nauwkeurigheid de minste veranderingen aan, door het steeds vermeerderend getal toetredenden teweeggebracht aan de maatschappelijke beweging van den rijkdom.

Al de verrichtingen, waarvan zij aldus het spoor bepaalt, bestaan uit twee groote klassen, die als 't ware het hoofdzakelijk tweevoudig voorkomen weergeven van de rythmische beweging van een centraal orgaan des omloops : de eene dragen bij tot het vormen van de bezitting van al wie het stelsel toetreedt, tot het samenstellen van zijn krediet ter centrale kas; de andere betreffen de verschillende middelen om over zijn krediet te beschikken en zijn debet te vormen.

De diensten van checks en overschrijvingen van rekeningen ter Oostenrijksche postspaarkas veroorloven eenerzijds iedereen, onder de door de wet bepaalde bedingen, in al de postkantoren van Oostenrijk stortingen te doen voor rekening of ten voordeele van al wie aan dezen dienst deelachtig is; anderzijds veroorloven zij iederen toetredende door middel van een check tot betaling een gedeelte van zijne bezitting over te maken aan om 't even welken lichamelijken of zedelijken persoon, of, door middel van een overschrijvings-check, het te doen overdragen op de rekening van een anderen deelgenoot in denzelfden dienst.

De rangschikking van de deelnemers, met het oog op de voorwaarden en beroepen, getuigt van de rekbaarheid, aan dergelijke instelling eigen. In 1901 vindt men onder hen talrijke advocaten, notarissen, geneesheeren, zelfs professoren; de vereenigde fabrikanten en kooplieden maken niettemin meer dan de helft uit van het gansche getal leden; zij telt 515 bankiers en wisselaars, 542 spaar- en voorschotvereenigingen, 337 bijzondere spaar-

kassen, 3,409 vereenigingen en genootschappen, openbare instellingen, waaronder 334 gemeenten en bestuurskorpsen, 538 vereenigingen, kassen, inrichtingen en stichtingen van liefdadigheid, 320 landbouw- en boschvereenigingen, en 355 geestelijke vereenigingen; 477 verzekeringsmaatschappijen, 451 dagbladen of tijdschriften bedienen zich van de bemiddeling der spaarkas; het beheer der bosschen en domeinen van den Staat maakt er gebruik van voor het innen van de opbrengst der boschveilingen, en het beheer der belastingen zelf beproeft sedert jaren hare bemiddeling voor het innen der belastingen. Dus is deze inrichting merkwaardig buigzaam; zij strekt zich allengskens uit over gansch het gebied van den ruilhandel en omstrengde een voor een al de bestanddeelen van het collectief leven (1).

Laat ons vooreerst uiteenzetten op welke wijze de stortingen worden gedaan, ten voordeele van ieder lid, aangesloten bij den dienst van *checks* en *clearing*. Het eerste dezer stelsels wordt verwezenlijkt door middel van getuig- of bewijsschriften van ontvangst en bewaargeving (*Empfängerlagscheine*).

Boekjes met getuigsschriften in blanco worden door het hoofdkantoor afgeleverd tegen den geringen prijs van een kreuzer per stuk aan al wie aan den dienst van *checks* en *clearing* deelneemt.

Al deze getuigsschriften dragen het nummer der rekening ter welker verrichtingen zij bestemd zijn, alsmede den naam en het adres van den titularis.

Ieder getuigsschrift bestaat uit drie deelen, welke in den loop der verrichting worden afgescheiden: het eerste, de stam of talon, blijft vast in het boekje en in 't bezit van den titularis der rekening; van de twee overige, wordt het eene, het bewijsschrift der storting, door den postontvanger overhandigd aan hem die de storting doet; het derde, het getuigsschrift der storting, wordt overgemaakt aan het middenkantoor te Weenen en komt ten slotte terug in handen van den titularis der rekening. Om eene storting te doen, hoeft men het bewijs van ontvangst en dit van bewaargeving in te vullen en beide op een postkantoor te brengen, met de som die op de rekening van den titularis is te storten. De ontvanger van het postkantoor int de som, onderteekent het ontvangbewijs, drukt er den stempel van het kantoor op en overhandigt het den persoon die de storting doet; hij scheurt het bewijs van bewaargeving af en verzendt het naar het hoofdkantoor te Weenen, met de dagelijksche rekening zijner verrichtingen. Onmiddellijk crediteert het middenbestuur den storter, op de hem geopende rekening; nadien bezorgt het hem het bewijs van bewaargeving, met een uittreksel uit zijne rekening. Laat ons hier bijvoegen dat de landelijke brievenbestellers tot een bedrag van 500 gulden de stortingen mogen aannemen.

Dat is de aaneenschakeling van de verrichtingen, waartoe de *Empfängerlagschein* aanleiding geeft.

Ondersteld dat de titularis der rekening een handelaar is, die eenen klant

(1) *Achtzehnter Rechenschafts Bericht des k. k. Postsparkassen-Amtes für das Jahr 1901*, blz. 33 en vlgg.

in de provincie levert voor eene som van 100 gulden, dadelijk eischbaar. Hij vult een blad in van het boekje dat zeker nummer draagt, duidt het bedrag aan van de eischbare som, welke op zijne rekening dient gestort te worden : hij zendt zijnen klant dit bladje, waarvan hij den stam behoudt, met de aanduiding van hem voor wien het is bestemd; de klant geeft het af op het postkantoor van zijne woonplaats, benevens de verschuldigde som : de postontvanger scheidt het ontvangbewijs (*Empfangschein*) af van het blad, onderteekent het en geeft het den klant terug; het bewijs van storting zendt hij naar het hoofdkantoor te Weenen; dit laatste brengt de som over op de rekening van den handelaar titularis. Dan maakt hij dezen, met een uittreksel uit zijne rekening-courant, het stortingsbewijs over, dat, den naam dragende van den storter, den handelaar in staat stelt streng toezicht te houden.

Het stelsel kan op de meest onderscheiden wijze worden toegepast.

Vereenigingen van allen aard, die eene rekening hebben ter spaarkas, innen door hetzelfde middel de bijdragen; daartoe volstaat het, aan hare leden dezelfde ontvang- en stortingsbewijzen te zenden; dezen storten ten postkantore; evenals de handelaars, ontvangen de vereenigingen uittreksels uit hare rekeningen.

Op dezelfde wijze kunnen verzekeringsmaatschappijen door hare verzekerden dezer premiën doen storten, zonder andere formaliteit dan het zenden van *Empfängerlagscheine* aan de verzekerden. Zoo gaat het ook met het innen van abonnementen op dagbladen en om 't even welke stortingen op bepaalde tijdstippen.

De spaarkas te Weenen ontvangt ook voor rekening harer toetredenden, wier rekening dan wordt gecrediteerd, het bedrag van wissels en schuldvorderingen die betaalbaar zijn ten postkantore, vervallen rentebriefjes van openbare fondsen, postmandaten, checks ten hunnen voordeele uitgegeven, ten ware zij de vermelding dragen : « Buiten de verrekening van *clearing*. » Op 't oogenblik zelf dat dit voorstel wert overgelegd, beproefde de postspaarkas te Weenen de toepassing het stelsel der *Empfängerlagscheine* voor het betalen van de belastingen.

De tweede klasse der verrichtingen van den dienst der checks en overschrijvingen (*clearing*) ter Oostenrijksche postspaarkas omvat de verschillende middelen om te beschikken over de bezitting der storters, deelnemers aan dezen dienst. In algemeenen zin, is de check het aangewende middel in de twee grondvormen van betalings-check en overschrijvings-check, naar gelang het bedrag wordt bepaald in geldspecie of wordt overgedragen op de rekening van een anderen deelnemer aan den *clearing*-dienst. Tot dit tweevoudig einde dienen de boekjes met checks, aan de titularissen afgeleverd; 't werd onnoodig bevonden er andere te drukken, of zelfs beide klassen van checks eene onderscheidende tint te geven.

Boekjes met vijftig checks worden aan de deelhebbers overhandigd door het hoofdkantoor, en op iederen titel staat gedrukt het nummer der rekening voor welke de check is bestemd, alsmede de naam en het adres van den titularis.

In den gebruikelijken vorm, vermeldt de check dat de spaarkas heeft te betalen tegen afgifte van den titel, de som, waarvan het bedrag aan guldens in volle letters moet geschreven staan. Zij draagt de handteekening van hem die ze opstelt. Om bedrog in de toegekende sommen te vermijden, nam de spaarkas daarenboven zulke vernuftige, zulke zekere maatregelen, dat sedert den aanvang tot heden geen enkel bedrog werd waargenomen (1).

Men kan de checks betaalbaar maken aan toonder in het postkantoor te Weenen; de aangever kan ook het bedrag betaalbaar maken in een der postkantoren, aan een bepaalden persoon, zelfs kan hij het doen betalen in den vreemde, en in zulk geval maakt de spaarkas daarvan een postmandaat. Eindelijk, en hier levert het stelsel voor ons het meeste belang op, al de deelhebbers in de *clearing*-dienst kunnen elkander betalen door overdracht van rekening. Daartoe volstaat het op de keerzijde der check te schrijven: Om gebracht te worden op het krediet der rekening n^o..., met aanduiding van den naam van den titularis, dezes rekening en woonplaats. In dit geval, wordt het bedrag der check overgeschreven op het debet van hem die ze uitgaaf en op het credit van hem ten wiens voordeele zij werd uitgegeven.

De twee titularissen van rekeningen ter spaarkas krijgen door het toezenden van het uittreksel uit hunne rekening, onmiddellijk bericht van deze overschrijvingen.

De daartoe bestemde checks zijn eigenlijk checks tot overschrijving, welke niet in geld dienen uitbetaald te worden; doch het kan gebeuren dat de check bestemd, voor een toetredend lid van den *clearing*-dienst, uitzonderlijk in geld wil uitbetaald zijn; hij die de check uitgeeft, moet in dat geval op den rug van den titel schrijven: Buiten den clearing-omloop.

Gansch deze aanzienlijke boekhouding voor de deelnemers aan den dienst van checks en clearing wordt nauwgezet bijgehouden. Daaraan zijn dagelijks driehonderd beambten gestadig bezig. De rekeningen-courant worden gehouden op losse bladen, niet in boeken: dit beschouwt men als een

(1) Ter rechterzijde van de check staan vier reeksen cijfers, van 1 tot 9. De eerste reeks verbeeldt de duizenden, de tweede de honderden, de derde de tienheden, de vierde de eenheden; de vier reeksen te zamen kunnen de som van 9,999 gulden uitdrukken. Boven dit bedrag, kan geene check worden uitgegeven; laat men dit gedeelte van het stuk onaangeraakt, dan is het bedrag der check 9,999 gulden, wel te verstaan zoo de geschreven vermelding overeenkomt met de reeksen cijfers. Wil men een lager cijfer aangeven, dan snijdt men met eene schaar de getallen der duizenden, honderden, tienden en eenheden uit, welke het aan te duiden getal te boven gaan. Moet de check, bij voorbeeld 782 gulden bedragen, men snijdt gansch de kolom der duizenden uit, neemt de cijfers 8 en 9 der kolom van de honderden weg, het laatste cijfer der kolom van de tienheden en dezeven laatsteder kolom van de eenheden. 't Is klaar dat men door dit vernuftig stelsel van toezicht onmogelijk het bedrag eener check verhoogen kan: te vergeefs zal men de geschreven vermelding veranderen en verhoogen; 't blijft steeds onmogelijk de schikking van de aan de rechterzijde geplaatste cijfers eveneens te veranderen; door uitsnijden, kan men enkel het bedrag der check verminderen, nooit verhoogen. En komen de geschreven vermelding en de samengeschiedte cijfers, ten gevolge van het uitsnijden verkregen, nietovereen, zoo verwerpt het hoofdkantoor te Weenen den titel als verdacht van bedrog of als 't gevolg eener dwaling.

wezenlijken vooruitgang, want boeken zouden dra aan flarden vallen. Bij iedere verrichting krijgt de gegadigde een uittreksel uit zijne rekening; voor iedere overschrijving moeten aan beide erbij betrokken personen uittreksels worden gestuurd. Omslagen met hunnen naam en hun adres liggen in vakken gerangschikt, zoodat men ze gemakkelijk vindt.

Het centraliseeren van deze uitgebreide boekhouding in het hoofdkantoor der spaarkas te Weenen, ziedaar de grondslag van het stelsel, het onderpand van regelmatig dienstdienst, van verzekerd toezicht, ondanks onvermijdelijk veelzijdige verrichtingen en geschriften; toch verwekt deze veelzijdigheid geene waarlijk schadelijke vertraging. Het toenemend aantal verrichtingen getuigt van de steeds grootere gunst des publieks en bewijst beter dan alle redeneeringen het nut der instelling. Vergissingen komen weinig voor en tot hiertoe kon geen bedrog de werking van dit wonderlijk toestel van verrekening storen.

Iederen dag komt het Hoofdkantoor in aanraking met meer dan 4,000 postkantoren, die daaraan overmaken de omslagen met *Empfängerlag-scheine*, checks en al de hun aangeboden stukken. Het inzien van deze overgrootte briefwisseling wordt vergemakkelijkt door eene machine. Al de stukken steken in groote omslagen van gelijk formaat, en worden bij pakken geopend, nadat mechanische snijtuigen de boorden hebben afgesneden.

Jaarlijks maakt het postkantoor te Weenen de lijst op van al de bezitters van checkboekjes, die den *clearing*-dienst zijn toegetreden; deze lijst wordt gedrukt en kan bij abonnement worden verkregen met de bijvoegsels, die op onregelmatige tijdstippen worden uitgegeven.

Deze lijst geeft blijk van de steeds toenemende medewerking van allen in een gemeenschappelijk werk van mutualiteit.

Het globaal cijfer der gezamenlijke verrichtingen op het credit en debet der titularissen van rekeningen ter postspaarkas te Weenen bedroeg, voor het dienstjaar 1895, de som van 2,970,170,049 gulden. 't Is niet van belang ontbloot om na te sporen welke lasten deze aanzienlijke omloop van zaken veroorzaakte.

De rekening van geldelijk beheer voor den dienst van checks en *clearing* brengt de beheerskosten op 899,336 gulden of drie honderdsten van een gulden voor 100 gulden aan zaken.

§ 2. — Toepassing van het stelsel op België.

Vestigen wij thans het oog op België, zoo moeten wij eerst en vooral bekennen dat het inrichten van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas door de wet van 16 Maart 1863, eene der gewichtige gebeurtenissen in onze huishoudkundige beweging is. Met reden zal de geschiedenis den naam van Frère-Orban verbinden aan een zoo stevig opgetimmerd werk, dat den stempel draagt van een wezenlijk oprichtingsvermogen.

De oplossing, gegeven aan het hoofdproblema der betrekkingen van de Spaarkas met den Staat en die tot hoofdtrekken heeft : de centrale Kas te

maken tot eenen gansch afgescheiden rechtspersoon, doch omgeven van Staats waarborg; de genomen maatregelen om dezen waarborg niet al te schadelijk te maken en het tot stand brengen van de reserve; de opvatting van het veelzijdig en ingewikkeld vraagstuk der belegging van kapitalen die best is geschikt om de eischen van dezer opbrengingsvermogen en beschikbaarheid overeen te brengen; het bepalen van het interestbedrag en de verdeling van een deel der reserve op gezette tijden; het genaakbaarmaken van de Spaarkas voor alle maatschappelijke standen en onbeperkt toelaten van stortingen; de verzachtingen, aan dat beginsel toegebracht door het bepalen van verschillend interestbedrag volgens de hoegrootheid der stortingen, al deze wijslijk gepaarde bestanddeelen geven het werk des wetgevers van 1863 een eigenaardig voorkomen en tevens een wezenlijk aanzien.

Het bij de Kamer ingediend voorstel raakt aan niet een der grondslagen van deze instelling. Doch dit werk is verbeterlijk en draagt in zich zelf de beginselen van zijne volmaakbaarheid. Bestudeert men de verrichtingen der Spaarkas, zoo komt men dra tot de overtuiging dat de wetgevers van 1863 deze wet zoo algemeen en eenvoudig mogelijk wilden, aan den tijd de zorg latend hun werk te verbeteren. De beleggingen worden vooral beschouwd en verdeeld met het oog op eene mogelijke intrekking van de stortingen.

Het groot gevaar dat de wetgever wilde bezweren, was van geene gelijktijdige en snelle vragen tot storting te kunnen bevredigen. De verschillende vormen van deze beleggingen worden goed aangeduid door den wetgever; doch sommige zijn enkel vermeld in de Memorie van toelichting, en moeten eene steeds aanzienlijker plaats bekleeden.

Dit is het geval met belegging in zake van landbouw, waarvoor eene aanvullende inrichtingswet wordt verwacht. Dit is eveneens waar voor belegging in zake van grondrente, welker gewicht voor de inrichting der Spaarkassen Frère-Orban reeds in 1850 had begrepen, doch tot hertoc was er geene geschikte instelling die wezenlijk beantwoordt aan de behoeften der landelijke bevolking.

De wetten van 15 April 1884 en 21 Juni 1894 op het landbouwkrediet, van 9 Augustus 1889 op de werkmanswoningen, het ontwerp van 19 November 1896 op het grondkrediet ontwikkelen slechts het denkbeeld, vervat in de instelling van 1863. Diepdoordacht zegde de betreurde Mahillon :

« Om al haar nuttig uitwerksel te geven, dient de Spaarkas aangevuld te worden door onderscheiden inrichtingen tot regeling van hare werking. » Door deze organieke uitbreiding zal de vruchtbaarheid van den geest der wetgevers blijken.

In ons wetsvoorstel is het er veel minder om te doen eene grootere uitbreiding te geven aan deze oorspronkelijke verrichtingen der Spaarkas dan wel om een nieuw stelsel in 't leven te roepen, dat, denken wij, volgens de uitdrukking van Mahillon, nog in veel ruimere mate nuttig uitwerksel zal hebben.

In de wet van 1863 wordt niet voorzien de bezitting der storters roerend

te maken; doch haar tekst noch zelfs de geest der instelling sluiten dit uit. Dit leerde men uit de voorbeelden van Oostenrijk en Hongarije : evenwel zijn deze nieuwigheden gewichtig genoeg om wezenlijk door de wet bekrachtigd te worden.

Zoo maken de twee groote soorten van verrichtingen, welke de nieuwe dienst met elkander moet paren, mogelijk dat derde personen in alle postkantoren stortingen doen voor rekening der bewaargevers, wier boekjes ter spaarkas gecentraliseerd blijven.

Ofschoon thans stortingen en terugnemingen in alle postkantoren kunnen geschieden, hoeft men daartoe de spaarboekjes te vertoonen, moeten de titularissen zelve het doen, of wel derde personen uit hunnen naam. Het jaarverslag over de verrichtingen der Spaarkas geeft de statistiek van de stortingen door onderwijzers voor rekening van hunne leerlingen, door ouders voor rekening van hunne kinderen, door ondernemers voor rekening van hunne werklieden. Onderwijzers, ouders, nijverheidsmannen houden de boekjes in hun bezit.

Ingevolge het voorstel, mogen de bewaargevers beschikken over het vrijgebleven saldo hunner rekening, door checks tot betaling of tot overschrijving.

Thans mogen de bezitters van spaarboekjes geene checks uitgeven noch om 't even welke som doen overschrijven van hunne rekening op die van een anderen titularis, na eene eenvoudige aanvraag, gericht tot de Spaarkas. Voor iedere overdracht ware thans eene akte van afstand noodig, bij deurwaarders-exploot aan de Kas te beteekenen, of wel bij brief met de voor echt verklaarde handteekening van hem die den afstand doet. Deze niet gerechtelijke formaliteiten strooken blijkbaar niet met de eischen van eene verbeterde instelling tot verrekening.

En het doel zelf dat wordt beoogd, is het meerendeel der bewaargevers te laten beschikken over eene bestendige bemiddeling, die hun veroorlooft zooveel mogelijk tijd, gevaar en kosten alsmede het gebruik van muntspecie uit te sparen.

Door de buitengewone uitbreiding van zijnen onschatbaren openbaren dienst van inning der wissels en kwijtschriften, waarvan het bedrag in vijftien jaar verdriedubbelde, en de medehulp welke het aan de Spaarkas verleent krachtens de wet van 30 Mei 1879, door het inzamelen en uitkeeren van stortingen, verwezenlijkt het Postbestuur een deel der diensten door de ontworpen instelling beoogd. Doch de inrichting moet nog tot eenen veel hooger en graad worden opgevoerd, op voorwaarde dat zij gesteund zij op de Spaarkas zelve.

Wij willen ter beschikking der bewaargevers eenen regelmatig en onafgebroken dienst stellen van persoonlijke en tevens gezamenlijke boekhouding, en al de door haar omvatte verrichtingen bestendig samenordenen; wij willen iedereen door de bemiddeling van Spaarkas en postkantoren regelmatige ontvangsten laten doen en het bedrag daarvan brengen op de hem geopende rekening; wij willen zijne betalingen doen verrichten door dezelfde bemiddelaars, zonder eenig gevaar te loopen, zonder

dat de minste zijner verrichtingen ontbreekt in eene onwrikbare boekhouding, onophoudend onder zijne oogen gevoerd, en zonder dat hij rechtstreeks en persoonlijk fondsen hoeft te hanteeren.

Het centraliseeren van de rekeningen van alle deelnemers kan een beslissenden uitslag opleveren en door overschrijvingen van rekeningen het gebruik van muntspecie vermeden worden bij een steeds toenemend aantal verrichtingen, want deze dienst is door zijne eigene evolutie, door de snelle uitbreiding van het aantal deelnemers, bestemd om van overwegenden invloed te worden.

Voorzeker kregen de inrichtingen van krediet en vereffening, de overschrijvingen en de afrekening, waardoor immermeer het gebruik van muntspecie is beperkt, in België reeds aanzienlijken omvang ter Nationale Bank, in private bankhuizen, in de kredietvereenigingen : de afgeleverde en betaalde kredietbrieven bereikten in het vierde eener eeuw 2 milliarden frank ter Nationale Bank; de beweging harer verrichtingen die zij in rekening courant regelt, bedragen aanzienlijke cijfers.

Maar wie kan zich ontveinzen welken vooruitgang wij nog te verwezenlijken hebben en hoeverre wij nog ten achter staan bij sommige landen, bij voorbeeld Engeland! Daarover kan men oordeelen door de statistieken, onlangs afgekondigd door den heer Des Essarts, in de Verzameling der Maatschappij voor statistiek te Parijs. Men dient — en juist daartoe strekt het aan de Kamer voorgelegd ontwerp — deze volmaaktere middelen tot verrekening dieper te doen doordringen in nieuwe standen, in het binnenste van het maatschappelijk organisme; men dient zich te wenden tot eene instelling als de Spaarkas, welker in bewaring gekregen kapitalen in 1901 meer dan 735 miljoen frank bedragen, en verdeeld zijn over 1,862,869 spaarboekjes; deze kapitalen zijn in vier jaar toegenomen met meer dan 200 miljoen, en deze instelling kan zonder eenig gevaar bijdragen tot de algemeene beweging van de gemeenschap in den vruchtbaren zin eener trapsgewijze uitsparing der muntspecie en harer eindelijke afschaffing.

Onderzocht men de officieele statistieken, zoo komt men tot de overtuiging dat een der meest bepaalde denkbeelden van Frère-Orban voorgoed in zijn werk is verwezenlijkt, namelijk de deelneming van al de standen der samenleving in de Spaarkas.

Voor de 100,000 onderzochte spaarboekjes, — zoo wat 50 t. h. boekjes van kinderen daargelaten, — vindt men eene nagenoeg gelijke verhouding tusschen de handarbeiders ter eenere, de handelaars, hoofden van nijverheids- of landbouwondernemingen, ambtenaren, militairen, grondeigenaars, renteniers, personen van een vrij beroep, ter andere. Wil men deze indeeling van het getal spaarboekjes vergelijken met het bedrag der boekjes, zoo geraakt men ongetwijfeld spoedig tot de overtuiging dat de checks en overschrijvingen van rekeningen rechtstreeks het minst dienstig zullen zijn voor den arbeidersstand; trouwens, moest men hem al de boekjes van 1 tot 1,000 frank toekennen, dan zou hun gansch bedrag nauwelijks het vierde zijn van het algeheel beloop der spaarboekjes. Het boek der heeren Hamande en Burny werpt hierop nog veel helderder licht, zoo ook de proefnemingen, onlangs door de Spaarkas zelve gedaan.

Let men echter niet op de personen en wel op de verschillende vormen van arbeidersvereenigingen, dan ontstaat de overtuiging dat de dienst der checks en overschrijvingen van rekeningen voor deze eene kostbare bemiddeling zal wezen : maatschappijen tot onderlingen bijstand, samenwerkende genootschappen, zelfs beroeps-syndicaten zullen in dit orgaan van verrekening dezelfde medehulp vinden als de menigvuldige vereenigingen van ailen aard, aan de Weener spaarkas verbonden ; volksbanken en landelijke kassen, vooral bestemd voor kleine nijverheids-, handels- of landbouwondernemingen en, op eenen hooger trap, de kredietsvereenigingen, zullen zich door organieke banden vereenigen met den dienst der Spaarkas ; daarin zullen zij een middel vinden om hunne pogingen samen te doen treffen.

Hier durf ik bijvoegen dat wij, bij het indienen van dit voorstel, ons niet enkel bezorgd toonen om de munt-quaestie, maar tevens den arbeiders, bij de groote uitbreiding van den vereenigingszin, die wij beleven willen bezorgen een der onmisbare organen van een algemeenen en waarlijk democratischen dienst, en ook een machtig werktuig tot huishoudkundige opleiding, want het zal de arbeidersgenootschappen, die er zich bij aansluiten, eigen maken met de onschatbare regelen eener strenge en bestendige boekhouding.

In de artikelen van het ontwerp worden enkel overgenomen de algemeene trekken der nieuwe instelling, zooals zij voortspruiten uit de ondervinding.

De dienst der checks en der overschrijvingen moet als bestaan en boekhouding gansch onderscheiden zijn van dien van het eigenlijk sparen, naar de beteekenis, daaraan gegeven door de wet van 1863. Dit werd bekrachtigd door de Oostenrijksche wet van 19 November 1887, welke die van 28 Mei 1882 aanvult ; deze voorwaarde gaat gepaard met vrije en vrijwillige aansluiting ; zij die ter Spaarkas storten, mogen geenszins worden verplicht tot dezen dienst toe te treden, de gevaren — hoe gering ook — van zijne verrichtingen te loopen, zich te onderwerpen aan de bijzondere eigenschappen van zijne werking ; iedereen moet in staat zijn er in volle vrijheid het nut van te waardeeren, en overigens hoeft de Spaarkas zelve te bepalen welke verplichtingen de deelnemers aangaan.

Aldus zullen de aangeslotenen bij den dienst niet noodzakelijk verward worden met al diegenen welke ter Spaarkas storten. Krachtens de wet, wordt een minimum bepaald, dat gestort moet zijn om aan de instelling deel te kunnen nemen, en eene rekening-courant geopend ; daarover kan niet worden beschikt, zoolang de deelnemer zich niet terugtrekt : dezen hoofdzakelijken waarborg legt de Oostenrijksche wet op, en hij is billijk ; overigens is het gevaar onbeduidend ; 't ware evenwel ook raadzaam dezen waarborg te versterken door een reservefonds, waartoe alle deelnemers zouden bijdragen ; later te nemen besluiten kunnen de wijze tot vorming en het bedrag van dit fonds bepalen. Zoo wordt de hechtheid der instelling volkomen verzekerd. De bewaargever, die vrij is om den dienst toe te treden, moet ook vrij zijn om er zich uit te trekken ; doch, bij voorkomend geval, hoeven de verordeningen te bepalen welke de gevolgen zijn van dit terugtreden, met het oog op de aansprakelijkheid.

De werking van het stelsel eischt dringend dat al de rekeningen der deelnemers gecentraliseerd worden.

In den zetel der Spaarkas moeten al de boekjes worden bewaard en de comptabiliteit gehouden; de toekomst zal leeren of er meer personeel noodig is : deze centralisatie is de strenge vereischte tot regelmatige boekhouding, verzekerd toezicht, vrijwaring tegen dwaling en bedrog ; daardoor alleen kan ieder oogenblik de nauwkeurige staat van het krediet van elken deelnemer gekend zijn; kan deze bij iedere verrichting juiste inlichtingen over zijnen toestand bekomen, en bijgevolg weten over welk vrij saldo hij kan beschikken. Het geheim zijner verrichtingen wordt, ten andere, tegenover derde personen bewaard.

Uit de ondervinding is gebleken dat de centrale dienst der boekhouding zonder hoegenaamde stoornis elken dag in betrekking gesteld met al de postkantoren, en de boeken gestadig bijgehouden kunnen worden, ondanks de in schijn onoverkomelijke veelzijdigheid van gansch deze briefwisseling en al deze verrichtingen.

Ten aanzien der middelen tot het vergemakkelijken van beide soorten van verrichtingen, waartoe de Spaarkas en het Postbestuur in 't belang der deelnemers zullen bijdragen, der inkasseeringen voor dezer rekening, der stortingen of betalingen ter hunner ontlasting, worden bijzondere regelen bepaald. Daar ook en daar vooral kan men putten aan de bronnen der ervaring. De zoo volmaakte middelen als de *Empfängerlagscheine*, het bewijs van storting en bewaargeving, de boekjes met checks tot betaling en overschrijving bleken doelmatig te zijn in Oostenrijk en Hongarije, en ze in te voeren zou geen gevaar meer opleveren.

Er dient gezorgd te worden voor een toereikend in-kas in muntspecie, om in alle ommiddellijke behoeften te voorzien ; de ondervinding heeft bewezen dat dit gemakkelijk is te verwezenlijken.

Het inrichten van een dienst van checks en overschrijvingen kan aanzienlijke kapitalen naar de Spaarkas lokken. Dit geschiedde te Weenen, en bedoelde ook de wetgever. Doch eenerzijds wordt er steeds meer geld belegd, naarmate de kredietsinrichting zich uitbreidt en om bij voorbeeld stil te blijven bij dit enkel punt, het is nog niet te berekenen in welke mate er voor landbouw en grondeigendom voorschotten zullen worden gevraagd aan de Spaarkas, of dat zij er toe bijdragen zal anderzijds kunnen de bewaargevingen geregeld en beperkt worden door eenen verschillenden interest voor de geldstorters die zich aansluiten bij den nieuwen dienst en in de mate hunner bijdrage ; zelfs zou men allen interest kunnen daarlaten ; dit zal, in uitvoering van de wet, geregeld worden door bijzondere bepalingen op de bewaargevingen, betrokken in den dienst der checks en overschrijvingen. Dus is er hoegenaamd niet te vreezen voor overdaad van kapitalen.

Ziedaar de schikking van een op zichzelf bescheiden en eenvoudig voorstel dat wij zonder aarzelen aan de Kamer onderwerpen. Tracht men een zoo merkwaardig buigzaam werktuig als de Spaarkas nog beter uit te breiden, dan mag van het paren van den dienst der checks en overschrijvingen met dien der geldbelegging van de vereeniging der door Mahillon

bedoelde bijzondere organismen met het centraal organisme der kas, eene machtige medehulp worden verwacht bij de billijke poging om de metalen munt te weren uit ons verrekeningstelsel; doch zonder vooralsnu stil te blijven bij die, wellicht, helaas! nog verre verwachting, en enkel denkende aan het dadelijk goede dat is te verwezenlijken, scheen het ons van algemeen belang de Kamer te vragen om eenen dienst in te richten, welks hoofdvereischen en doelmatigheid bleken uit afdoende proefnemingen, en zoo zonneklaar in verband met de ontwikkeling onzer volksinstellingen als met de hogere vormen van krediet en verrekening.

Daarenboven zal men uit het *tweede aanhangsel* zien welk belang de arbeidersstand thans voor de uitbreiding van zijne financieele opleiding kan hebben bij het nastreven van de toepassing des stelsels op de gemeentefinanciën. (Zie AANHANGSEL II.)

§ III. — *Antwoord op de bezwaren, tegen het voorstel ingebracht. Kleine burgerij en arbeiders. Vervorming der wijze van uitbetaling des werkloons.*

De Regeering, aan welke de middenafdeeling belast met het onderzoek der Begrooting van Financiën voor 1901, had verzocht om uitspraak te doen over het vraagstuk, bracht tegen ons voorstel verschillende tegenwerpingen in.

Wij zullen ze achtereenvolgens onderzoeken (1) :

I. De Regeering is, zegt men, niet van oordeel dit voorstel over te nemen, en achten de voorstellers raadzaam het opnieuw aanhangig te maken bij de Kamer, dan zal deze hebben te onderzoeken : 1^o « of het voorstel niet *uitdrukkelijk* in strijd is met de taak, door hare stichters opgedragen aan de Spaarkas, en of het noodzakelijk is en voorzichtig, niet, zooals de voorsteller zegt, eene grootere uitbreiding te geven aan de oorspronkelijke verrichtingen der Kas, maar wel eene nieuwe verrichting te verwekken. » De aanhalingen uit onze memorie, door de Regeering gedaan, bewijzen, haars inziens, dat de Weener Spaarkas, door het uitlokken van stortingen vanwege handelaars en andere standen der samenleving dan de werkersstand, vooreerst eene nieuwigheid invoerde, die weinig overeenkomt met de beginselen van onze instelling. Dat is de geschiedenis miskennen.

Buiten kijf, zooals terecht wordt gezegd door de heeren Hamande en Burny, in hun uitstekend boek (2), werden de spaarkassen oorspronkelijk uitsluitend in 't belang der kleine spaarders ingericht; doch heeft eene instelling haar oorspronkelijk doel bereikt, daaruit volgt niet dat hare zending is voltrokken. En dit dacht Frère-Orban, toen hij in de Memorie van toelichting der wet van 1863 opkwam tegen de uitzonderingen en de perken voor het storten van kapitalen : « dezelfde redenen pleiten ten voordeele

(1) *Documents parlementaires*, vergadering van 8 Mei 1901, n^o 120.

(2) *Histoire des Caisses d'Épargne en Belgique*, blz. 134.

van andere kapitalen welker bezitters weinig bedreven zijn om ze te bewaren en te beheeren. Zoo hoeven kleinhandel, landbouw, werkman die meester wil worden, knecht die zich wil vestigen, ouders die een kind willen begiftigen, in de Spaarkas alle mogelijk gemak te vinden om hunne sparsontwerpen te verwezenlijken » (1).

Feitelijk kan het aandeel der verschillende maatschappelijke standen in de aansluiting bij de Spaarkas worden uitgerekend : in 1900, mag de bijdrage der werklieden worden geschat op 54 28 t. h., wat min dan de raming der heeren Burny en Hamande (2), ongeminderd de huisvrouwen en minderjarige kinderen ; de andere standen dragen bij voor het overige : handelaars en winkeliers, leeraars en onderwijzers, vrije beroepen, ambtenaren, beambten, hoofden van nijverheids- en landbouwinrichtingen, grondeigenaars, enz. Niets daarin wijkt dus af van de instelling der Weener Spaarkas.

In de tweede plaats, is de Spaarkas niet enkel eene instelling tot *bewaargeving*, maar ook eene *kredietinstelling*; recht- of onrechtstreeks door bemiddeling der Nationale Bank, draagt zij bij of kan zij bijdragen in groote verrichtingen van openbaar nijverheids-, handels-, landbouw-, grond-, volkskrediet; de Memorie van toelichting der inrichtingswet voorziet eene ruime uitbreiding van het krediet door de spaarfondsen (3). Beantwoordde de Spaarkas volkomen aan den wensch des wetgevers? « Men verwijt haar, zeggen de schrijvers der *Histoire des Caisses d'Épargne*, dat zij geene helpende hand reikt aan bescheiden arbeiders, aan mindere handelaars en nijveraars. De spaarpenningen des volks stijven het disconto van den grooten handel en van de groote nijverheid : zij dragen bij tot het vormen van hun kapitaal of om ze te commanditeeren door het aankopen van hunne schuldbrieven; pandbeleening valt weinig in 't bereik van winkeliers, kleine kooplieden, die al hunne geldmiddelen besteden aan hun gereedschap, hun materieel, hunne koopwaren. 't Ware oneindig voordeliger deze kapitalen te doen toestroomen in den schoot dezer bevolking, welke zespaarde ten einde haren arbeid vruchtbaar te maken... » (4). De schrijvers maken eene vergelijking tusschen onze Spaarkas en de Italiaansche spaarkassen, vooral die te Bologna, en na te hebben aangetoond welke aanzienlijke diensten deze laatste bewijst aan den kleinen handel, de kleine nijverheid, den landbouw, besluiten zij aldus : « Wat in den vreemde werd verwezenlijkt, kan het ook ten onzent; is het midden niet voldoende geschikt, men kan het wijzigen; is het volk niet opgeleid in zake van krediet, dat men zijn onderricht voorbereidt : tot het verwezenlijken van dergelijke hervormingen behoort eene richting, samenhang, goeden wil, volharding en de medewerking van private opoffering, gesteund door de

(1) *Pasinomie*, 1865, blz. 58.

(2) *Histoire des Caisses d'Épargne*, blz. 549-50.

(3) *Ibid.*, blz. 147 en vlgg.

(4) *Histoire des Caisses d'Épargne en Belgique*, bl. 154.

openbare machten. » Vooralsnu bepalen wij ons bij het neerschrijven van dit ernstig getuigenis en houden ons aan een bijzonder punt.

Hier geldt het juist een bescheiden en tevens nuttig werk : niet enkel het storten ter Spaarkas vergemakkelijken, maar het gestorte doelmatig aanwenden ; meer belanghebbenden onderrichten over de hogere vormen van den omloop, voor allen het gebruik van metalen munt, van banknoten verminderen ; allengskens het gebruik uitbreiden, niet enkel van *betalingchecks*, maar door de eenheid van den bankier, verwezenlijkt op het grondgebied van gansch het land, het gebruik van *overschrijvingchecks* uitbreiden, 't is te zeggen de huishoudkundige opleiding van allen merkelyk vooruithelpen. Voorwaar is in het laatste vierde der XIX^e eeuw het gebruik van checks uitgebreid, doch het is noodig en mogelijk het nog aanzienlijk te vermeerderen.

II. « De vraag is, of zij voor wie de Spaarkas inzonderheid werd ingesteld, werkelijk voordeel zullen vinden bij den overschrijvingsdienst. »

Men beoogt de loontrekkende arbeiders ; 't ligt geenszins in onze bedoeling het belang der door ons gevraagde instelling te overdrijven. Zij is niet bestemd tot het oplossen van het maatschappelyk pleit, doch om op bescheiden wijze bij te dragen tot de oplossing.

De middenafdeeling die belast was met het onderzoek der begrooting van Financiën voor het dienstjaar 1900, antwoordde voor ons, door het overnemen van onzen tekst :

« Met den achtbaren heer Denis erkennen wij dat maatschappijen tot onderlingen bijstand, samenwerkende genootschappen, landelijke kassen meermals eene nuttige medewerking zouden kunnen vinden in een dienst van checks en overschrijving van rekeningen ter Spaar- en Lijfrentekas (1) ». Dit getuigenis ware reeds voldoende om blijk te geven van de overgrootte opleidende macht der instelling, doch billijkerwijs mag men een verhevener doel betrachten ; wellicht veroorlooft het stelsel de wijze van uitbetaling des werkloons te vervormen. Een doorluchtig huishoudkundige gaf onze meening weer in bewoordingen die dienen herhaald te worden.

« Die bank, zegde de heer Léon Walras, zou daarenboven een zedelyk voordeel opleveren, waarop terecht werd gewezen door de heeren Solvay en Denis, en dat gansch neerkomt op de vervanging van den zuiveren loontrekkende van thans, die zijne bezoldiging of zijn loon in geld trekt, het op voorhand verteert of in de herbergen opdrinkt, door den werker-kapitalist, die een boekje en rekeningen moet houden, gecrediteerd wordt met zijn loon en zijne interesten, gedebiteerd met zijne huur, den prijs der door hem verbruikte voortbrengselen, het bedrag zijner bijdrage voor vereeniging en verzekering..., die ervaring krijgt van leven en zaken, een gezin sticht, verre van aalmoes en liefdadigheid, tenzij om te geven aan zwakkeren, minder gelukkigen in elk geval dan hij ; kortom, den huishoudkundigen en

(1) Verslag der Middenafdeeling. Vergadering van 8 Mei 1900. Doc., n^o 119.

zedelijken man der toekomstige samenleving » (1). Kan het algemeenmaken van eene wijze tot vereffening des loons door bemiddeling der Spaarkas blijkbaar niet worden opgedrongen aan den werkmán, het zou door hem dienen aangenomen te worden. Wie vat dus niet aan welke verleiding zij den werkmán zou onttrekken, in hoeverre zij het gezamenlijke vooruitzicht in de ontvangsten en uitgaven van het huishouden zou uitbreiden ?

III. « Zijn verschillende diensten, bewezen door het *Checks und Clearing-Verkehr* te Weenen, niet reeds van nu af aan onze medeburgers verzekerd door het postbestuur ? » Stellig bewijst het postbestuur steeds aanzienlijkere diensten, doch zijne tusschenkomst heeft op verre na niet de uitgestrektheid en de beteekenis van de ontworpen inrichting.

Het koninklijk besluit van 12 Augustus 1901 machtigt de afgevers van handelseffecten, van eenvoudige kwijtschriften of verzendingen tegen betaling, te ontvangen per post, om te vragen, zoo het borderel van iedere soort waarden *minstens* 1,000 frank bedraagt, dat de verrekening der ontvangen sommen geschiedt door middel van stortingen, gedaan op het credit van elken titularis eener rekening-courant ter Nationale Bank (hulpkantoor of agentschappen), hetzij deze titularis de afgever zelf is of een derde persoon, uitdrukkelijk aangeduid op het borderel dezer afgifte.

Het minimum van het bedrag der afgiften is te hoog; slechts weinig afgevers kunnen bedoeld voordeel genieten. Dat minimum dient verlaagd te worden tot 100 frank.

Anderzijds hebben te weinig personen eene rekening-courant ter Nationale Bank, opdat de nieuwe dienst zich merkelijk zou kunnen uitbreiden. Deze dienst mag dus niet worden vergeleken met dien van het *Checks und Clearing-Verkehr*, te Weenen.

De 8/10 van de handelseffecten worden ter inkasseering afgegeven door financieele gestichten, die liever het bedrag der ontvangen sommen rechtstreeks trekken. In zulk geval geschiedt de verrekening bij kredietbrieven op de Nationale Bank.

Ziehier de koninklijke besluiten betreffende die diensten :

Koninklijk besluit van 27 November 1900.

De sommen, ingevorderd uit hoofde der borderellen van eenvoudige kwijtschriften of van kwijtschriften voor verrekenpakketten, die *voor ten minste* 1,000 frank waarden bevatten, kunnen, op aanvraag der rechthebbenden, in rekendeeg-courant ter Nationale Bank worden gestort, ten voordeele der *afgevers die dergelijke loopende rekening hebben bij deze instelling of bij dezer bijkantoren of agentschappen buiten de hoofdplaats*.

De vereffening der borderellen van dien aard geschiedt door bemiddeling van het hoofdbestuur der posterijen.

(1) LÉON WALRAS, *La Caisse d'épargne postale de Vienne et le comptabilisme social. Revue d'économie politique*, Maart 1898, en *Economie politique appliquée*. Lausanne, 1898, blz. 397.

Koninklijk besluit van 12 Augustus 1901.

ARTIKEL ÉÉN. De vereffening, door het Beheer van Posterijen, van de ingevorderde sommen uit hoofde van handelseffecten, van eenvoudige kwijtschriften of van kwijtschriften voor verrekenpakketten, kan, op aanvraag der rechthebbenden en zoo het borderel van afgifte *ten minste 1,000 frank bedraagt*, geschieden door middel van stortingen in de Belgische Nationale Bank, *op het credit van ieder persoon die eene loopende rekening heeft bij die instelling* of bij dezer bijkantoren of agentschappen buiten de hoofdstad, om het even *of hij de afgever zelf is dan wel een uitdrukkelijk op het borderel aangewezen derde persoon.*

ART. 2. Het Beheer van Posterijen zendt naar het Beheer der Schatkist twee aangiften in dubbel, het eene van het gezamenlijk bedrag der per accreditieven te betalen sommen en het andere van de op loopende rekening te storten sommen, tot vereffening van de borderellen van handelseffecten.

Het zendt rechtstreeks naar die bank de omstandige lijsten van die accreditieven en van die sommen.

Koninklijk besluit van 20 November 1901.

De bewijzen, vaststellende de storting ter Belgische Nationale Bank, *ten bate van een derde*, van het bedrag van handelseffecten, van eenvoudige kwijtbrieven of van kwijtbrieven voor verrekenpakketten mogen, op aanvraag van hen, welke die waarden ter post hebben afgegeven, door dat beheer rechtstreeks worden besteld aan den betrokken derde.

Uit dien hoofde wordt van den afgever een loon van 10 centiemen per bewijs gevorderd.

Dat is thans de medewerking van den postdienst, en gemakkelijk begrijpt men de verbetering welke wij daaraan willen toebrengen (*zie Aanhangsel*).

IV. « Of het niet redematiger en verstandiger is van private banken uitbreiding der regeling van rekeningen door overschrijvingen en wijziging der gebruiken in zake van rekening-courant te verwachten? »

De wet mag en kan de afzonderlijke wijzigingen der huishoudkundige gebruiken bevorderen; tot dien grooten uitslag kan zij doen bijdragen eene instelling van openbaar nut, uitsluitend bedacht op het algemeen belang, zonder dergelijke vervorming alleen over te laten aan de ingevingen van het privaat belang. Hoeft dergelijke stelling nog te worden gestaafd op voorbeelden, in België genomen, dan zou het volstaan te herinneren aan de lotsbestemmingen van het vergoedingstelsel. In 1872 had Malou onderstaande bepaling toegevoegd aan de statuten der Nationale Bank: « De Bank mag bijdragen tot het vormen en beheeren van verrekeningskantoren (*clearing houses*). » Deze bepaling werd zorgvuldig overgenomen bij de herziening der statuten in 1900. Wat is daarvan geworden? Nog onlangs zegde de schrijver van een belangwekkend vlugschrift over checks en verrekening,

professor Vandersmissen : « Zal, nadat zij nagenoeg vijf en twintig jaar eene doode letter bleef, haar doodslaap nog langer moeten duren ? (1) » De schrijver, die herinnert aan den overgrooten vooruitgang der uitgifte met betrekking tot de geldspecie ter Nationale Bank, en zich afvraagt of de toenemende vreemde portefeuille in geval van crisis de behoefte aan gemunt geld zou kunnen bevredigen, voorziet den gedwongen omloop der banknoten als eenig uitzicht in deze geduchte mogelijkheid eener erge en algemeene crisis. Dus heeft men uit te zien naar middelen om zich te onttrekken aan dit gevaarlijk uiterste. Vergoeding is niet enkel een middel om geldspecie uit te sparen, maar ook om de banken te onttrekken aan het gevaar van waardevermindering der banknoten. Hoe is deze door de voorzichtigheid opgedrongen hervorming te verwezenlijken ? Schrijver verwacht ze van de inrichting van een syndicaat van bankiers, die zich daardoor voor een aantal verrichtingen en vooral van disconto-verrichtingen zouden onafhankelijk maken van de Bank. Tot hiertoe ontstond dat niet, en duurt de doodslaap voort.

't Is dit aan zooveel onzekerheid, zooveel belanghebbend verzet overgelaten initiatief dat men, tijdens de beraadslaging over de Nationale Bank, stelselmatig tegenoverstelde aan de noodzakelijkheid der krachtdadige tusschenkomst van den wetgever en van de openbare machten, waarvan al de door ons vertolkte ontwerpen uitgingen (2). Het verslag aan den Senaat drukte zelfs het denkbeeld uit « dat een beroep op het financieel publiek, bij eene plechtige gelegenheid, wellicht toereikend zou wezen om in ons land zooniet zulke volmaakte verzekeringskantoren te doen ontstaan als in Engeland, ten minste eene of andere kamer van verrekening, zooveel mogelijk overeengebracht met en geschikt naar onze behoeften » (3). Tot hiertoe schijnt zelfs de plechtige gelegenheid ontsnapt te zijn.

Men zegt dat wij van private banken de uitbreiding der regeling van rekeningen bij overschrijving en de wijziging der gebruiken in zake van rekening-courant hebben te verwachten. Doch private banken strekken het gebruik van checks maar uit door het uitbreiden van stortingen op rekening-courant, en de heer Vandersmissen zelf zegt dat zij geene andere uitkomst hebben om ze uit te lokken dan het lokaas van een interest (4). Wie weet niet dat deze vereischte verwezenlijkt is ter Spaarkas, dat de bewaargevingen op interest bestaan en dat het enkel geldt eene volmaaktere beschikking daaraan te verzekeren ? Is het niet zonneklaar dat de bemoeiing van den wetgever hier een snellen en grondigen invloed op de handelsgebruiken kan uitoefenen ?

V. « Of men door het overdragen naar de Spaarkas van de rekeningen-courant, thans in bewaargeving bij de banken, deze niet zal aanzetten om

(1) E. VANDERSMISSEN, *Le Chèque et la Compensation*, Brussel, 1902, blz. 62.

(2) Zie deze ontwerpen, herinnert in onze minderheidsnota, toegevoegd aan het ontwerp der Middenafdeeling, 20 Juni 1899.

(3) Verslag aan den Senaat, 17 Maart 1900.

(4) *Le Chèque et la Compensation*, door E. VANDERSMISSEN, blz. 69.

het krediet van voorschotten en commandite te weigeren aan mindere handelaars en nijveraars, aan welke men dienst wil bewijzen, en die zich geen krediet kunnen aanschaffen ter Spaarkas noch ter Nationale Bank? » Dergelijke tegenwerping zou maar beteekenis hebben, zoo deze overdracht verplicht ware.

Nijveraar en handelaar oordeelen zelf over hun belang; ware het opofferen van het credit van voorschotten de onvermijdelijke vereischte tot eene aansluiting bij een algemeenen dienst van checks en overschrijvingen, hoe zou men begrijpen dat in Oostenrijk het getal aangesloten handelaars van 1893 tot 1902 is gestegen van 8,943 tot 17,323, dit der nijveraars van 1,416 tot 3,803, dit der fabrikanten van 4,069 tot 6,838, enz.? (1) Doch wat nog belangwekkender en beslissender is, de banken zelve zijn er bij aangesloten en in hetzelfde tijdsverloop steeg haar aantal van 281 tot 545.

Ongetwijfeld zal dergelijke instelling, die disconto noch verscot omvat, noodwendig onvolledig blijven, hoe kostbaar ook hare diensten zijn. Ware hare rol enkel voorbereidend voor het meereendeel der belanghebbenden, en strekte hare opleidende verrichting tot het verzekeren van de snelle vermenigvuldiging van kredietverenigingen en volksbanken, hare weldaden zouden dus vermenigvuldigd zijn, het gebruik van checks en overschrijvingen van rekeningen, naar andere instellingen overgebracht, met eene uitzetting vermeerderd door den vooruitgang van het disconto en de uitbreiding der rekening-courant, zou dan spoediger worden aangevuld door den onvermijdelijken vooruitgang van het stelsel van verrekening onder de zelfstandige kredietinrichtingen. 't Ware reeds roemrijk zoo de Spaarkas eene lagere school voor verrekening en onderling krediet was.

VI. « Of het niet onvoorzichtig is, naar de Spaarkas nieuwe bewaaringen te doen toevloeien, welke zij moeilijk behoorlijk kan uitzetten? »

Dergelijke beweegreden schijnt thans uiterst gewichtig, op 't oogenblik zelf dat de Spaarkas klaagt over overvloed: doch het voorstel bevat het middel om dat gevaar te weren, alsmede eene gedeeltelijke verlichting van de billijke zorg der Spaarkas; niet enkel mogen de storters ter Spaarkas vreemd blijven aan den dienst der checks en overschrijvingen, ook zal ieder storter in dezen dienst enkel het deel zijner storting wagen, dat er degelijk gebruikt kan worden: niets anders dan eene ernstige drijfveer zal hem daartoe bewegen. 't Is omdat het bedrag van den interest er uit hoofde van de gestadige beschikbaarheid, steeds *geringer* zal wezen, dan dit der gewone stortingen; de Spaarkas, die als meester beschikt over dit bijzonder interestbedrag, dat zij mag verlagen, zelfs gansch tenietdoen, daarvan een wezenlijken regelaar zal maken, geschikt om het voordeel der storters overeen te brengen met de moeilijkheden en de eischen zelve van de belegging, en in dat opzicht zal er voor haar gedeeltelijke verlichting bestaan, in de mate dat de tegenwoordige stortingen zullen belegd worden in den dienst van checks en overschrijvingen.

VII. « Of het waar is, zooals men wil beweren, dat de Oostenrijksche Kas

(1) *Zwölfter Rechenschafts-Bericht des K. K. Postsparcassen-Amtes für 1895*, blz. 48 en *Neunzehnter*, enz., blz. 33.

van overschrijvingen aan geen gevaar hoegenaamd blootstaat in geval van crisis? »

Stilzwijgenderwijs bekent men, wat onloochenbaar is, dat in gewone tijden deze dienst geen gevaar oplevert voor de Spaarkas. Hoe zou het anders kunnen? De bezitter eener loopende rekening mag maar beschikken over zijn zuiver actief. Streng boekhouding, gestadig toezicht maken dwaling en bedrog schier onmogelijk; en om alle mogelijkheid te weren, is een reservefonds ingericht. Uit niets is tot hiertoe gebleken dat de handels- en financiecrisissen, in de laatste tienjarige tijdvakken ontstaan, zich deden gevoelen voor de Weener Spaarkas, en vooral in den dienst der checks en overschrijvingen eene oorzaak tot vermeerdering vonden; de vrees der Spaarkas zou zich blijkbaar lucht geven in eene samentrekking van het stelsel en het vertragen van zijne vlucht.

Verhouding van het getal aangesloten en bij den dienst der checks tot het gezamenlijk getal der spaarboekjes.

	Bestaande boekjes ter Spaarkas. Dienst der stortingen.	Getal aangesloten en bij den dienst der checks, personen en collectiviteiten.	Verhouding t. h.
1894.	1,037,524	25,834	2.5
1902.	1,547,541	51,853	3.35

De verhouding tusschen het getal aangesloten en bij den dienst der checks (tot betaling in specie) en dien der overschrijvingen (*clearing*), welke zijn onderscheiden, levert het hoogste belang op.

1893. Getal aangesloten en bij den dienst der checks	23,471
— — — — — der <i>clearing</i>	16,197
Verhouding t. h.	69
1902. Getal aangesloten en bij den dienst der checks	51,853
— — — — — der <i>clearing</i>	51,411
Verhouding t. h.	99.1

Bijna allen. Dat is de verandering der huishoudkundige gebruiken, onder den vruchtbaren invloed der wet.

Op welk standpunt men zich ook plaatst, schijnt het dus niet dat een voorstel, waarvan het algemeen nut en de opleidende macht onloochenbaar is, welks ernstige bestudeering zich opdringt, en dat ten minste dit zeker voordeel oplevert van bij te dragen tot oplossing van het muntvraagstuk, hetwelk in België schielijk kan ontstaan met eene geduchte hevigheid, mag van de hand worden gewezen.

H. DENIS.

AANHANGSEL I.

INTERNATIONALE POSTDIENST.

In een internationaal opzicht bestaat er eene wezenlijke *clearing* tusschen de besturen der verschillende landen. Men oordeele daarover door onderstaande regeling :

*Centrale dienst van rekenplichtig beheer en verrekening
onder de Besturen der Vereeniging.*

1. Het internationaal Bureel der Wereldpostvereeniging is belast met het maken der balans en het vereffenen van allerhande afrekeningen, betreffende den internationalen postdienst onder de Besturen der landen van de Vereeniging die den frank tot munteenheid hebben, of zijn overeengekomen over de taxe van omzetting hunner munt in franken en centiemen.

De Besturen die het inzicht hebben voor dezen verrekeningdienst de medewerking van het internationaal Bureel te vragen, komen te dien einde onderling en met dit Bureel overeen.

Ondanks zijne toetreding, behoudt ieder Bestuur het recht om naar eigen keuze bijzondere afrekeningen te doen, voor de verschillende takken van den dienst en ze naar goedvinden te regelen met zijne correspondenten, zonder tusschenkomst van het internationaal Bureel, hetwelk het eenvoudig onderricht voor welke diensttakken en welke landen het zijne diensten verlangt.

Op verzoek der belanghebbende Besturen kunnen de telegraphische afrekeningen insgelijks aan het internationaal Bureel worden opgegeven om bij te dragen tot het verrekenen van het saldo.

De Besturen, die de bemiddeling van het internationaal Bureel vragen voor de balans en de vereffening der afrekeningen, mogen van deze bemiddeling afzien, mits gemeld Bureel drie maanden op voorhand te verwittigen.

2. Nadat de bijzondere rekeningen gezamenlijk besproken en vastgesteld zijn, geven de in debet zijnde Besturen aan de credithebbende, voor ieder soort van verrichtingen, eene *erkenning in franken en centiemen*, voor het bedrag van het verschil van beide bijzondere rekeningen, met aanduiding van het voorwerp der schuldvordering en van het desbetreffend tijdvak.

Voor het ruilen van mandaten, moet evenwel de erkenning worden overgemaakt door het in debet zijnde Kantoor, zoodra dezes bijzondere rekening is opgemaakt en de bijzondere rekening van het corresponderend Kantoor ontvangen, zonder te wachten naar het onderzoek der bijzondere punten. *Het later bevonden verschil wordt overgenomen in de eerstvolgende rekening.*

Behoudens andere overeenkomst, hoeft het Bestuur dat voor zijne eigene boekhouding algemeene rekeningen verlangt, deze zelf op te maken en ter goedkeuring aan het corresponderend Bestuur over te maken.

De Besturen kunnen elkander verstaan over een ander stelsel van betrekkingen.

3. Maandelijks zendt elk Bestuur aan het internationaal Bureel eene tabel, opgevend de zijn credit uit hoofde van bijzondere afrekeningen, alsmede het totaal der sommen welke het schuldig is aan ieder verdragsluitend Bestuur; elke schuldvordering, die op deze tabel voorkomt, dient te worden bewezen door eene erkenning van het debet zijnde Kantoor.

Ten laatste den 19ⁿ van iedere maand, moet deze tabel het internationaal Bureel geworden, zooniet wordt zij niet begrepen in de verrekening der volgende maand.

4. Door vergelijking der erkenningen, ziet het internationaal Bureel of de tabellen nauwkeurig zijn. Iedere noodzakelijke terechtwijziging wordt de belanghebbende Kantoren beteekend.

Het Debet van elk Bestuur jegens een ander wordt overgebracht op eene herhalingstabel; om het totaal te vinden dat elk Bestuur schuldig is, volstaat de optelling der verschillende kolommen van die herhalingstabel.

5. Het internationaal Bureel vereenigt de tabellen en herhalingen in eene algemeene balans, die aanduidt :

- a) Het totale Debet en Credit van elk Bestuur;
- b) Het saldo in Debet of in Credit van ieder Bestuur, vertegenwoordigend het verschil tusschen het totaal van het Debet en het totaal van het Credit ;
- c) De sommen, te betalen door een deel der leden van de Vereeniging aan een Bestuur, of omgekeerd de sommen door dit laatste te betalen aan de andere partij.

De totalen van beide soorten van saldo's onder *a* en *b* moeten noodzakelijk gelijk zijn.

Zoo veel mogelijk wordt gezorgd dat elk Bestuur, om zich te kwijten, slechts een of twee afzonderlijke betalingen heeft te doen .

Het Bestuur dat gewoonlijk op een ander Bestuur eene hoogere som dan 50,000 frank te goed heeft, mag evenwel sommen op rekening vragen.

Deze sommen worden, zoo door het tegoedhebbend Bestuur als door het in Debet zijnde, ingeschreven onderaan de tabellen, aan het internationaal Bureel over te maken. (*Zie* § 3.)

6. De erkenningen (*Zie* § 3) aan het internationaal Bureel overgemaakt met de tabellen, worden door het Bestuur gerangschikt.

Zij dienen tot grondslag voor de verrekening met ieder van de belanghebbende Besturen. In deze verrekening moeten komen :

- a) De sommen betreffende de bijzondere verrekeningen over verschillende ruilingen ;
- b) Het totaal der sommen overblijvende van al de bijzondere verrekeningen, met het oog op ieder belanghebbend Bestuur ;
- c) De totalen der sommen, verschuldigd aan al de tegoedvindende Besturen voor iederen diensttak, alsmede haar algemeen totaal.

Dit totaal moet gelijk zijn aan dit van het Debet, voorkomend op de herhaling.

Onderaan de verrekening, wordt de balans gemaakt tusschen het totaal

van het Debet en dit van het Credit, blijkend uit de tabellen, door de Besturen aan het internationaal Bureel gezonden (*Zie* § 3). Het zuiver beloop van Debet en Credit moet gelijk zijn aan het verschuldigd of aan het batig saldo, op de algemeene balans gebracht. Daarenboven beslist de vereffening over de wijze van verrekenen, 't is te zeggen dat zij de besturen aanduidt, ten welker voordele de betaling moet gedaan worden door het debetzijnde Bestuur.

Ten laatste den 22ⁿ van iedere maand, moeten de verrekeningen aan de belanghebbende Besturen worden overgemaakt door het internationaal Bureel.

7. De betaling der sommen, krachtens eene verrekening verschuldigd door een Bestuur aan een ander Bestuur, geschiedt zoodra mogelijk en ten laatste vijftien dagen na ontvangst der verrekening door het debetzijnde Bestuur.

Het saldo in Debet of in Credit dat geene 500 frank overtreft, kan op de verrekening der volgende maand worden gebracht, evenwel op voorwaarde dat de belanghebbende Besturen in maandelijksche betrekking zijn met het internationaal Bestuur. Van die overdracht wordt melding gemaakt in de opsommingen en in de verrekeningen voor de credithebbende of debetzijnde Besturen. Het debetzijnde Bestuur maakt bij voorkomend geval aan het credithebbend Bestuur eene erkenning over van de verschuldigde som, om op de aanstaande tabel te worden gebracht.

AANHANGSEL II.

MOGELIJKE UITBREIDING VAN HET ONTWERP TOT DE BOEKHOUDING DER GEMEENTEN.

Weinige bestuursvraagstukken zijn zoo gewichtig als dit van het nazicht der boekhouding van de gemeenten.

Op 't oogenblik dat de arbeiders-democratie doordringt in de plaatselijke besturen, levert deze opleidende en regelende werking der Spaarkas een allerhoogste belang op.

De heer Roger de Dour onderwierp aan de bestendige Deputatie van Brabant een voorstel tot oplossing, gesteund op den dienst der Spaarkas. Ziehier het verslag :

« Als naar gewoonte, onderzocht ik de boekhouding der gemeenten en haar in-kas. Mijne waarnemingen zijn neergeschreven in afzonderlijke verslagen.

Zij versterkten mij in deze meening, dat ons financieel stelsel vatbaar is voor verschillende hervormingen, die gunstig bejegend zouden worden door het meerendeel onzer gemeentebesturen.

Ook veroorloof ik mij u enkele bedenkingen te onderwerpen, over de wijzigingen die kunnen toegebracht worden aan den dienst der boekhouding in onze landelijke gemeenten.

Men weet dat het toezicht over de boekhouding der gemeenten inzonderheid wordt uitgeoefend door middel van onderzoek der kas : driemaan-

delijksch onderzoek door het schepencollege, naar luid van artikel 98 der gemeentewet, onderzoek door den arrondissements-commissaris en de afgevaardigden van het provinciaal Bestuur, mededeeling aan de gemeenteraden van de processen-verbaal van nazicht der kas en onderzoek van deze stukken door de bestendige Deputatie.

Naar 't schijnt, zouden deze verschillende onderzoekingen alle onregelmatigheid moeten voorkomen, en werkelijk leveren zij slechts eene valsche zekerheid op.

Ondersteld zelfs dat men in de plaats der schepencolleges bijzondere beambten aanstelde, belast met het onderzoek, dan zou dit laatste den dienst der boekhouding van de gemeenten nog weinig verbeteren.

Deze meening zal worden bevestigd door al wie op de hoogte is van de gemeentezaken.

Doch het inrichten van een degelijker toezicht is niet de eenige verbetering waarvoor ons financieel stelsel vatbaar is; hoeft er geene volmaaktere inrichting tot stand te komen, door te trachten een *bestendig en aanhoudend* toezicht in 't leven te roepen?

Kunnen de gevaren, den gemeenteontvanger verwekt door de bewaring van het in-kas, niet onbeduidend worden gemaakt, en kan men niet ter zelfder tijd merkelijke verbeteringen verwezenlijken, met het oog op het *vereenvoudigen* der verhandelingen en der briefwisseling?

Kan men niet insgelijks den geldelijken toestand der gemeenten verbeteren, door haar eene grootere *opbrengst* harer beschikbare kapitalen te verzekeren?

Kan men, ten slotte, niet het *behandelen van speciën vermindere*n en de daaruit volgende gevaren, en het werk van *bewaking* en *toezicht* voor het hooger bestuur vereenvoudigen?

Mij dunkt dat deze verschillende punten ter zelfder tijd kunnen verwezenlijkt worden door het nemen van sommige bestuursmaatregelen, die ik mij veroorloof uiteen te zetten.

Om zijn doel te bereiken, moet het reglement betreffende het beheer der gemeentefinanciën aan de *plaatselijke besturen eene veilige bewaargeving hunner fondsen, alsmede een winstgevend en interest, ter zelfder tijd eene snelle, gemakkelijke omzetting der beschikbare sommen* bezorgen.

't Komt mij niet voor, dat de bestaande inrichting wezenlijk al die voordelen bezorgt. Trouwens, zoo de gemeentebesturen bevredigd worden voor het eerste punt, men mag zeggen dat dit niet het geval is voor het tweede.

De omzetting der kapitalen van landelijke gemeenten geschiedt snel noch gemakkelijk en heeft dit groot gebrek dat zij doorgaans den ontvanger tijdsverlies en kostbare verplaatsingen veroorzaakt en daarenboven vaak het vervullen van bestuursformaliteiten.

Daaruit volgt dit bezwaar, dat men laattijdig de sommen in loopende rekening naar de Spaarkas brengt en dat de gemeente uit dien hoofde dikwijls interesten verliest. Daarenboven, zoo de ontvanger gewetensvol is, en de sommen die aan de gemeentekas behooren niet verwacht met zijne eigene penningen, deze som niettemin erg in gevaar blijft verkeerden.

Onbetwistbaar bepaalt artikel 22, hoofdstuk III der onderrichting over de boekhouding der gemeenten, dato 31 December 1893, n° 310, dat « ieder om 't even welk tijdelijk beschikbaar kapitaal, binnen drie dagen voorloopig ter Spaar- en Lijfrentekas wordt gestort », doch die stortingen in loopende rekening geschieden slechts voorloopig en moeten in den kortst mogelijken tijd worden omgezet, naar luid des omzendbriefs van 17 Juni 1892, n° 131, en, ik herhaal het, men voegt zich slechts uit dwang naar die bepalingen.

Ware het, vermits de gemeenten beschikken over eene loopende rekening ter Spaarkas, niet billijk dat zij de voordeelen genieten, doorgaans in de banken toegestaan aan al wie eene rekening van dien aard heeft, 't is te zeggen het recht om het gestorte geheel of gedeeltelijk terug te nemen, in ruiling tegen eene check, hetzij door den titularis, hetzij door een derden, schuldeischer van dezen laatste?

En kan anderzijds, van 't oogenblik dat er eene loopende rekening bestaat, het financieel gesticht dat ze aan onze gemeenten opende, niet zijne kas ontsluiten voor het storten van elke som, bestemd om bij te dragen tot het vormen van haar credit?

Zooals zij thans bestaat, kan de beperkte loopende rekening, welke onze gemeenten ter Spaarkas kunnen verkrijgen, haar slechts beperkte voordeelen verschaffen.

Het voornaamste voordeel dat zij haar oplevert, is een deel der gemeentefondsen tegen gevaar te behoeden. Welnu, is dit gevaar zoo groot dat het de aandacht verwekte van de bestuursoverheid, ware het dan niet logisch deze veiligheid te waarborgen voor *gansch de kapitalen onzer gemeenten*?

Men weet dat er drie soorten van kapitalen door de ontvangers zijn te plaatsen :

- 1° De fondsen behorende tot de dotatie der gemeente ;
- 2° De reserve-fondsen geheven op den gewonen dienst en bestemd om te voorzien in toevallige behoeften ;
- 3° De fondsen behorende aan het in-kas van den ontvanger.

De eerste worden belegd in titelen, de tweede op spaarboekje. Het spreekt vanzelf dat er enkel quaestie kan zijn van het derde soort, dit wil zeggen alle fondsen, bestemd om begrootingsuitgaven te bestrijden. Deze gezamenlijke fondsen, waarbij dienen gevoegd te worden de toelagen, verleend voor gezondmakingswerken, voor het ondernemen van openbare werken, enz., kortom, alle sommen, bestemd om het beschikbaar krediet der gemeente te vormen, dienden in loopende rekening ter Spaarkas te worden gestort.

Daarenboven zouden al de gemeentebesturen, waaraan dergelijke rekening ter gemelde kas is geopend, na het overleggen van hun boekje in staat moeten zijn te beschikken over de sommen die het vrij saldo hunner rekening uitmaken, en wel door *betaling-* of door *storting-checks*.

Kortom, hierin uitgaande van het voorstel, door den heer Hector Denis den 24^e November 1896 ter Kamer der Volksvertegenwoordigers overgelegd, en welk voorstel is gesteund op de merkwaardige uitslagen in Oosten-

rijk verworven door de Postspaarkas te Weenen. zou ik willen dat de rol onzer algemeene Spaarkas werd uitgestrekt, door ze gepaard te doen gaan met eene gepaste benutting onzer postinrichting, welker verordening gemakkelijk kan overeen worden gebracht met de behoeften van dit nieuw stelsel, derwijze dat die twee aanzienlijke instellingen voortaan al de betalingen in geld zouden verrichten. welke de gemeentebesturen hebben te doen, alsmede al de sommen invorderen, welke op hare credit zijn te brengen.

Met dit stelsel zouden onze gemeentekassen *geen geld in bewaring geven en bijgevolg de kapitalen in volkomen veiligheid bewaren.*

Men zou de verschillende *formaliteiten* voor het driemaandelijksch onderzoek der kas, alsmede het werk dat zij aan onze verschillende bestuurdiensten oplevert, vermijden.

Er zou *geen verlies van interest* meer zijn, de kapitalen zouden een *maximum opbrengen* en de *aansprakelijkheid* der gemeenteontvangers, die thans moet gedekt worden door schadelijke borgen, zou *aanzienlijk minder* zijn.

Dus is alles voordeel met dit stelsel, dat de schepencolleges zou ontslaan, niet van hunne aansprakelijkheid, die volkomen blijft bestaan, maar van de gestadige zorg voor het bewaren van het in-kas, en dat het beheer der gemeentefinanciën *in elken graad zou vereenvoudigen.*

Er valt op te merken dat, wordt dit stelsel aangenomen, insgelijks verschillende omstandigheden verdwijnen, die bijdragen om een toezicht over de gestorte gelden noodig te maken.

De bepalingen van artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 Mei 1865, die den ontvanger veroorloven fondsen te lichten op eenvoudig kwijtschrift, door hem vertoond, dienen te worden ingetrokken, en zonder bezwaar kan worden beslist dat voortaan slechts eene onbeduidende geldsom in de gemeentekassen wordt gehouden.

De gemeentelijke dienst van rekeningen-courant en checks, bestaande met medewerking der Spaarkas, hoeft derwijze te worden ingericht dat ieder persoon gemachtigd is in alle postkantoren stortingen te doen voor rekening der daaraan toetredende gemeenten.

De sommen, aldus gestort op rekening der belanghebbenden, zouden ingeschreven worden op hun credit, en bericht daarvan onmiddellijk door het bestuur overgemaakt aan het college van burgemeester en schepenen.

Anderzijds, zou de uitbetaling eener check worden ingeschreven op het debet der gemeente die ze aflevert en dezer bestuur verwittigd door de Spaarkas.

Eindelijk, door het gebruik van overschrijvingchecks en de bemiddeling der post, zouden de toetredende gemeentebesturen zich jegens elkander kunnen kwijten door overdracht van rekeningen. Moeten bij voorbeeld kosten voor onderhoud van behoeftigen worden uitgekeerd, zoo wordt het bedrag der check gebracht op het debet van hem die ze uitgeeft en op het credit der tegoedvindende gemeente.

Ook in dat geval, wordt het college van burgemeester en schepenen onmiddellijk verwittigd door een bericht van de Spaarkas.

Aldus worden al de geldelijke verrichtingen gestadig bekend gemaakt aan de gemeentebestuurders, die *volledig en bestendig toezicht* zullen uitoefenen. Daarenboven zal men *veel tijd besparen en kosten en gevaren vermijden*.

Dergelijk voordeel kan ook worden verwezenlijkt voor het beleggen van sommen door de gemeente ter Spaarkas of het intrekken daarvan.

Het inrichten van den gemeentelijken dienst der loopende rekeningen en checks zal niet lang duren, niet ingewikkeld zijn en geen optreden van de wetgevende macht vergen.

Het zou de volgende maatregelen vereischen : 1^o door de bestendige Deputatie : aanneming van het stelsel en overeenbrenging van dit laatste met de verordening op het rekenplichtig beheer ; 2^o door de Spaarkas : inrichting van den door ons beschreven bijzonderen dienst ; 3^o door de post : uitbreiding der van kracht zijnde reglementsbepalingen (art. 118 van de verordening van 1830 voor de brievenbestellers, enz.) voldoende bekend opdat ik daarop niet hoef aan te dringen.

Daarenboven zou een koninklijk besluit bepalen dat telkenmale een bevel tot betaling wordt uitgevaardigd door het college van burgemeester en schepenen (art. 146 der gemeentewet), het vergezeld is van eene check, waarvan het model aan het koninklijk besluit wordt toegevoegd.

Deze check zou gelijk zijn aan die waarvan de centrale Postkas te Weenen gebruik maakt en is gevormd op zulke wijze dat alle bedrog onmogelijk is.

Ik acht het nuttig ze kortbondig te beschrijven.

Op de check zijn vier staande kolommen met cijfers gedrukt van 1 tot 9 ; deze vier kolommen te zamen kunnen 9,999 frank uitdrukken : dat is de hoogste waarde, waarvoor eene check mag worden gemaakt. Om een kleiner getal uit te drukken, snijdt men de duizend-, de honderd-, de tientallen of de eenheden meer dan de uit te drukken waarde weg.

Met dit stelsel, kan men de waarde eener check verminderen, doch nooit verhoogen.

Ook ondervond de centrale Postkas te Weenen, die er gebruik van maakt met vierduizend klanten, tot hiertoe nog geen enkel bedrog.

Dus zouden de gemeenteontvangers doorgaans al hunne betalingen doen door middel van die checks. Daarvan zou hun ontvangstbewijs worden gegeven op de kwijting van het mandaat. Anderzijds zou de betaling nog bewezen worden door het getuigschrift van betaling der check, welke 't bestuur der Spaarkas zou doen geworden aan het schepencollege.

Aldus zou het toezicht van het college worden uitgeoefend *over al de betalingen*.

Om de jaarlijksche rekeningen op te maken, zou men bij de mandaten eene algemeene lijst van intrekking der checks voegen, gewaarmerkt door de Spaarkas en opgemaakt voor het jaar. Men zou die lijst aan 't hoofd van het dossier plaatsen.

De bezitters van checks, die te ver verwijderd zijn van het postkantoor, zouden ze kunnen doen ontvangen door bemiddeling van den brievenbe-

steller, wel te verstaan zoo de sommen niet meer bedragen dan het door de verordening voorziene maximum.

Voor de betaling van de werklieden der gemeente, zou het college den ontvanger een betalingsorder overmaken, benevens eene check tot het gansche bedrag van het te betalen dagloon, die hij in specie zou moeten uitbetalen. Voor het betalen van materialen, zooals steenslag, enz., zou de betaling-check worden gemaakt op 't oogenblik der bestelling en kwijtschrift daarvan gegeven op het mandaat, op 't oogenblik der levering.

Niets zou worden gewijzigd in het stelsel der gemeenteontvangsten, die evenals vroeger, zouden geschieden op de dagen en uren, door den raad bepaald. Doch het zou niet meer veroorloofd wezen, zooals thans in sommige kleine gemeenten geschiedt, de gemeentelasten te komen betalen bij den ontvanger, op ieder uur van dag of week, en mij dunkt dat die beambten daarover niet zouden klagen.

De ontvangsten zouden moeten gestort worden in het meest nabijzijnde postkantoor, den dag zelfen of daags na de ontvangst, zoodat er van die zijde geen interest meer verloren wordt.

Men zou nog *verschillende voordeelen* genieten, zoo met het oog op de onmiddellijke opbrengst der kapitalen als op het afschaffen der verplaatsingen vanwege den gemeenteontvanger, door den ontvanger der belastingen te machtigen om de buitengewone opcentiemen, bestemd tot het bestrijden van algemeene uitgaven en geheven op de grondbelasting, het personeel en de patenten, alsmede de bijzondere opcentiemen voor het onderhoud der buurtwegen, onmiddellijk te storten op de loopende rekening der gemeenten.

Het schepencollege zou van die storting worden onderricht door het bericht van den ontvanger, die zich tevens zou gedragen aan de andere bestuursbepalingen, en door het bericht aan de Spaarkas.

Eveneens voor de mandaten, aan de gemeenten bij het verleenen van toelagen door den arrondissements-commissaris overgemaakt en betaalbaar bij den agent der Schatkist of bij den ontvanger der belastingen, zou het voortaan volstaan dat Staat of provincie rechtstreeks eene storting ter Spaarkas doen op het credit der belanghebbende gemeente en dat men deze door een brief opzettelijk daarvan verwittigt.

Zooals men ziet, zouden in elke omstandigheid de berichten der hoogere overheid, de ontvangbewijzen der post en de berichten van den rekenplichtigen dienst der Spaarkas, alsmede de uittreksels van rekeningen op geregelde tijdstippen, aan de gemeentebesturen bekend maken welke sommen zijn ingeschreven op het credit of op het debet hunner gemeente, alsmede den toestand der kas. Aldus zouden zij het *bestendig bewijs hebben van de regelmatigheid harer ontvangsten en harer geldbelegging*, welk nazicht haar thans ontbreekt.

Het toezicht, dat de arrondissements-commissarissen over de gemeente-financiën hebben uit te oefenen krachtens hunne bevoegdheid, zou geschieden wanneer zij, naar aanleiding hunner jaarlijksche bezoeken in de gemeenten, onderzoeken of de kas beantwoordt aan de boekhouding.

Daarenboven zouden de gemeentebesturen, in plaats van het proces-verbaal van driemaandelijksch onderzoek der kas, dat lastig wordt ingezonden, verplicht zijn om de drie maanden aan den heer Gouverneur, door bemiddeling van den arrondissements-commissaris, een regelmatig afschrift der rekening ter Spaarkas in te zenden.

Gelieft op te merken dat het door mij aanbevolen stelsel de rol of de rechten van het college van burgemeester en schepenen of van de provinciale overheden geenszins wijzigt; het maakt geene inbreuk op de zelfstandigheid der gemeente en laat zoowel de bevoegdheid als de geldelijke voordeelen der gemeenteontvangers en der ontvangers van de belastingen onaangeraakt.

Het wordt verstaan dat, om de talrijke en kostbare voordeelen te verwezenlijken, welke een *dienst van rekening-courant, van checks en overschrijvingen* aan de besturen van landelijke gemeenten zou bezorgen, Staats algemeene Spaarkas zou moeten bepalen welke verplichtingen de toetredenden hebben te vervullen.

Waarschijnlijk zal er worden geëischt dat de toetredenden een reservefonds vormen en zich verbinden een noodzakelijk minimum in bewaargeving te storten, doch dat zijn slechts geringe bijzonderheden van uitvoering, en men mag verwachten dat men, door de door ons aanbevolen vervorming van den dienst der gemeentelijke rekenplichtigheid, voorzeker de bezwaren van het bestaande stelsel zou verhelpen en de ernstige voordeelen verwezenlijken, welke ik heb opgesomd, en waarvan niet het minste zou zijn het vereenvoudigen van het bestuur.

De ervaring der rekening-courant, checks en *clearing*, waarvan wij het gebruik aanbevelen voor den geldelijken dienst onzer gemeenten, bestaat in Oostenrijk; 185 gemeenten van dat rijk maken er gebruik van en bevinden er zich goed bij; ongetwijfeld zouden wij er insgelijks alle voordeel bij hebben, gebruik te maken van de machtige financieele inrichtingen en van de openbare diensten, die wij tot onze beschikking hebben, en die het ons volstaan zal in 't werk te stellen om de talrijke verbeteringen te verwezenlijken, waarop ik heb gemeend uwe aandacht te moeten vestigen. »

Ziedaar het belangwekkend vertoog van den heer Royer de Dour. Wellicht dient het te worden aangevuld.

België bezit eene merkwaardige inrichting van het onderling krediet, waaraan de namen van F. Haeck en Frère-Orban zijn gehecht, met name de Naamlooze Vennootschap voor Gemeentekrediet, welke statuten werden goedgekeurd bij koninklijk besluit van 8 December 1860. 't Is eene machtige bemiddelaarster, bestemd om aan de vereenigde gemeenten het middel te verzekeren tot het ontleenen van kapitalen onder de voordeeligste voorwaarden, door het eenvoudigst en gemakkelijkst mechanisme en die den schuldeischers de hechtst mogelijke waarborgen oplevert.

De beschikbare fondsen der Maatschappij voor Gemeentekrediet zijn meereendeels tijdelijk uitgezet ter Spaarkas. Is het niet mogelijk om op de verrichtingen van deze Maatschappij, vooral met de gemeenten, den dienst

van checks en overschrijving van rekeningen toe te passen, welken zij kan verwezenlijken door bemiddeling der Spaarkas?

De instelling van het Gemeentekrediet bewijst in welke mate het mogelijk is het gebruik van gemunt geld te verminderen door het stelsel van checks en overschrijvingen, ondersteld dat het Gemeentekrediet, de Staat, de gemeenten en bijzondere personen loopende rekeningen ter Spaarkas zouden hebben.

In Oostenrijk maakt de Staat er gebruik van voor het innen der belastingen.

De aanzienlijkste bestanddeelen van het gemeentefonds kunnen door den Staat worden geïnd door middel van overschrijving van rekeningen, wanneer brouwers, stokers, suikerfabrikanten, enz., bij de Spaarkas aangesloten zouden zijn.

Men weet dat het Gemeentekrediet leeningen verwezenlijkt door het centraliseeren der verrichtingen, door er een gelijken titel aan te geven en de uitkeering te verzekeren door jaarsommen, uitdelging inbegrepen.

De gemeenten schrijven in voor jaarsommen ten voordeele van het Gemeentekrediet.

De Regeering betaalt de jaarsommen rechtstreeks aan de Maatschappij voor Gemeentekrediet, naarmate zij vervallen, ter ontlasting der gemeente en tot kwijting der sommen, gelijk aan het aandeel der gemeente in het gemeentefonds. Thans overhandigt zij de kwijtschriften daarvan als klinkende specie aan de gemeenteontvangers.

De Maatschappij betaalt aan de houders van obligatiën de interesten, premiën, het kapitaal der obligatiën, tot uitdelging aangeduid.

Deze bewonderenswaardige inrichting ontslaat de gemeente van den hinder van een ingewikkeld en kostbaar bestuur.

Kan men niet nog meer vereenvoudigen en het meerendeel dier verrichtingen doen vervullen door overschrijving van rekeningen? H. D.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

La Caisse d'épargne est autorisée à organiser, avec le concours de l'administration des Postes, un service de chèques et de virements en comptes courants dans l'intérêt des déposants qui satisferont aux conditions fixées en vertu de la présente loi.

ART. 2.

Ce service aura une administration distincte et indépendante de celle du service d'épargne; les opérations de comptabilité auxquelles il donnera lieu seront centralisées au siège de la Caisse d'épargne à Bruxelles.

ART. 3.

Toute participation à ce service, par l'ouverture d'un compte courant, sera volontaire; la retraite sera toujours facultative.

ART. 4.

Des arrêtés royaux détermineront :

1^o Les conditions générales d'admission et particulièrement le minimum de dépôt qui sera exigé de tout adhérent, et qui restera frappé d'indisponibilité aussi longtemps que durera sa participation au service; les effets de sa retraite;

2^o Les conditions et les formes selon lesquelles la Caisse d'épargne recevra les versements des tiers ou opérera des encaissements pour compte des adhérents, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'administration des postes;

3^o Les règles selon lesquelles les adhé-

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

De Spaarkas wordt gemachtigd om, met medewerking van het Beheer der posten, in het belang der bewaargewers die de uit kracht van deze wet gestelde voorwaarden vervullen, eenen dienst van cheques en overschrijvingen als rekening-courant in te richten.

ART. 2.

Deze dienst heeft een afzonderlijk beheer, onafhankelijk van dat van den spaardienst; het boekhouden, waartoe hij aanleiding geeft, heeft, als middelpunt, den zetel van de Spaarkas, te Brussel.

ART. 3.

Elke deelneming aan dezen dienst, door het openen eener rekening-courant, is vrijwillig; men kan zich altijd terugtrekken.

ART. 4.

Koninklijke besluiten bepalen :

1^o De algemeene vereischten tot aanneming en inzonderheid het minimum van storting dat van elken aanhanger wordt geëischt en waarover niet kan worden beschikt zoolang zijne deelneming aan den dienst duurt; de gevolgen van zijne uittreding;

2^o De voorwaarden waaronder en de wijze waarop de Spaarkas de stortingen van derden ontvangt of inkasseeringen doet voor rekening der deelhebbers, hetzij rechtstreeks, hetzij door tussenkomst van het Beheer der posten;

3^o De regelen volgens welke de deel-

rents disposeront du solde libre de leur compte au moyen de chèques et de virements; les conditions et les formes de l'émission des chèques; les dispositions prises pour prévenir les erreurs et les fraudes; l'intervention de l'administration des Postes dans les paiements ou remboursements effectués pour compte des adhérents;

4° Les règles qui permettront de tenir d'une manière constante les comptes à jour et d'en faire connaître régulièrement l'état aux ayants compte;

5° La formation d'une encaisse suffisante pour assurer la régularité des opérations;

6° Le taux d'intérêt qu'il y aura lieu d'attribuer aux fonds engagés par les adhérents dans le service des chèques et de virements;

7° La constitution d'une réserve destinée à couvrir les pertes éventuelles de ce service;

8° Les rétributions à la perception desquelles il donnera lieu à charge des adhérents.

hebbers over het zuiver saldo van hunne rekening beschikken door middel van cheks en overschrijvingen; de vereischten tot uitgifte der cheks en de wijze waarop ze geschiedt; de maatregelen genomen tot voorkoming van misslagen en bedrog; de tusschenkomst van het Beheer der Posten in de betalingen of terugbetalingen voor rekening der deelhebbers gedaan;

4° De regelen die toelaten de rekeningen altijd bij te houden en den staat ervan regelmatig te doen kennen aan hen op wier naam zij zijn geopend;

5° Het vormen van een voldoende in-kas tot het verzekeren van de regelmatigheid der verrichtingen;

6° Het bedrag van den interest toe te kennen aan de gelden door de deelnemers besteed aan den dienst van cheks en overschrijvingen;

7° Het instellen eener reserve bestemd tot het dekken der mogelijke verliezen van dezen dienst;

8° De vergeldingen wegens dezen dienst door de deelnemers te betalen.

HECTOR DENIS.